

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA
INSTALLE LE NOUVEAU COMMANDANT DE LA
1^{RE} RÉGION MILITAIRE**

Au nom du président de la République, M. Abdelmajjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée populaire (ANP), a présidé, lundi, la cérémonie officielle d'installation du nouveau commandant de la 1^{ère} Région militaire, le Général-Major Nouredine Haddad, en remplacement du Général-Major Ali Sidane.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 24 Rabie Ath-Thani 1448 - 6 Octobre 2026 - N° 1403 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix : 25 DA

SEGOLENE ROYALE FUSTIGE
LA MAUVAISE GOUVERNANCE
FRANÇAISE

**« AU MOMENT OÙ 300
ENTREPRISES FRANÇAISES
SONT EN FAILLITE, DE
GRANDS PAYS EUROPÉENS
SIGNENT UN IMPORTANT
CONTRAT AVEC L'ALGÉRIE »**



La présidente de l'Association France-Algérie, Ségolène Royal, a déploré la baisse des échanges commerciaux entre l'Algérie et la France, soulignant qu'au moment où 300 entreprises françaises sont "en faillite", de grands pays européens ont signé un accord important avec l'Algérie dans le domaine de l'hydrogène vert.

P.7

ENVIRONNEMENT

**KRIKOU REÇOIT
LES
REPRÉSENTANTES
DE LA FAO ET DU
PNUD EN ALGÉRIE**

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a reçu, lundi, la Représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Algérie, Irina Kouplevatskaya-Buttoud, et la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn, avec lesquelles elle a examiné les moyens de renforcer la coopération dans les domaines liés à l'environnement et au développement durable.

P.16

14^E ÉDITION DU NAPEC 2026

L'ÉVÉNEMENT ÉCONOMIQUE INAUGURÉ PAR MOHAMED ARKAB ET MOURAD ADJAL



P.4

Sous le thème « Vers une nouvelle approche du mix énergétique : de la transition énergétique à l'addition énergétique, pour garantir la sécurité énergétique, l'accessibilité des prix et la décarbonation », les travaux de la 14^e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène en Afrique et en Méditerranée (NAPEC-2026) ont débuté hier, lundi, au Centre des conventions d'Oran Mohamed Benahmed.

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

REKKACHE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DU FMI

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, lundi au siège de l'Agence, une délégation du Fonds monétaire international (FMI), en visite en Algérie, avec laquelle il a passé en revue les évolutions enregistrées en matière d'amélioration du climat des affaires, indique un communiqué de l'Agence.

P.16

MONDE DU TRAVAIL

MOHAMED HATTAB PARTICIPE AU DIALOGUE DE DOHA 2026 SUR LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

En réponse à l'invitation du ministère du Travail de l'État du Qatar et de la Commission de l'Union africaine (UA), le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Hattab, participe depuis hier aux travaux du « Dialogue de Doha 2026 sur la mobilité de la main-d'œuvre », qui se tient à Dar es-Salaam, en Tanzanie.

Par Ikram Haou

Notant que les travaux de cette édition se poursuivront jusqu'à aujourd'hui. Ce dialogue de haut niveau réunit les représentants des pays d'origine et des pays de destination de la main-d'œuvre, afin de renforcer la concertation et la coopération, de réduire les tensions liées au recrutement, de fluidifier le marché du travail et de libérer le potentiel d'une mobilité de la main-d'œuvre équitable, sûre et durable, tout en garantissant la protection des droits des travailleurs, en répondant aux besoins des marchés du travail et en favorisant l'échange d'expériences, d'expertises et de bonnes pratiques en la matière.

Ce dialogue s'inscrit dans la continuité de la première édition, qui s'est tenue à Doha en mai 2024, afin de concrétiser les engagements de la Déclaration de Doha 2024 et de les traduire en priorités concrètes et en mécanismes de coopération applicables.

Plusieurs axes ont été abordés par l'ensemble des participants à ce dialogue, notamment les tendances des marchés du travail et les besoins des secteurs en main-d'œuvre et en compétences, les voies de mobilité de la main-d'œuvre qualifiée, les pratiques de recrutement et d'embauche équitables, ainsi que le renforcement de la gouvernance et de la protection des droits des travailleurs, et l'élargissement de la protection sociale et de la couverture

de santé. Les participants ont également examiné les moyens de répondre aux besoins des travailleurs migrants, de renforcer les données et les recherches y afférentes, en sus de développer les accords bilatéraux et les cadres de coopération entre les pays d'origine et de destination.

Il faut rappeler que la participation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Hattab, à la table ronde ministérielle de haut niveau s'est tenue sous le thème « Gouvernance de la mobilité de la main-d'œuvre pour une prospérité partagée », où il a exposé et échangé les points de vue sur les moyens de mettre en place une gouvernance plus efficace des flux de main-d'œuvre, au serv-

ice des intérêts communs et du renforcement de la protection des droits des travailleurs.

Le communiqué du ministère a conclu que la participation de l'Algérie à ce rendez-vous international témoigne de sa volonté de renforcer la coopération multilatérale dans les domaines du travail et de l'emploi. Elle vise également à favoriser l'échange d'expertises et d'expériences, et surtout à soutenir les approches fondées sur la protection des droits des travailleurs et la promotion du travail décent, notamment dans le cadre du partenariat et de la coopération avec les pays africains, ainsi qu'avec les pays frères et amis, a noté le communiqué.

I.H

LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE, UN ENJEU POUR L'EMPLOI

La mobilité de la main-d'œuvre est la capacité des travailleurs à changer d'emploi, de métier ou de région géographique pour répondre aux besoins du marché du travail. C'est précisément ce que l'Algérie cherche à promouvoir afin que les travailleurs puissent se déplacer là où se trouvent les emplois et les compétences recherchées. Le changement dans la structure de l'emploi peut s'opérer par secteur, par profession, par région ou même par pays. Il découle de plusieurs raisons, notamment l'accélération planifiée de l'industrialisation de l'agriculture, l'expansion du secteur des services et de sa part dans l'emploi, une plus grande sélectivité dans l'expansion de l'économie,

ainsi que les progrès scientifiques et techniques rapides. Ces derniers conduisent à l'apparition de nouvelles activités ou professions, au développement de certaines fonctions existantes et à la régression d'autres. À cela s'ajoutent l'utilisation plus intensive de diverses ressources naturelles (ou la mise en exploitation de nouvelles ressources dans des régions ou des pays moins développés et généralement peu peuplés) et la pénurie de main-d'œuvre qui se fait déjà sentir ou qui est prévisible à court terme.

Il est également évident que, à terme, le renouvellement démographique (le remplacement des travailleurs qui meurent ou prennent leur retraite)

influera davantage sur la dimension et la composition de la main-d'œuvre, tandis que la mobilisation des réserves de main-d'œuvre, pourtant loin d'être épuisées, exercera une action proportionnellement moins importante.

Enfin, la mobilité de la main-d'œuvre peut répondre aux enjeux mondiaux de gouvernance. Elle permet de combler les pénuries de compétences dans les pays de destination tout en offrant des opportunités économiques. Cela contribue à rétablir l'équilibre sur le marché international tout en renforçant la coopération internationale.

I.H

EDUCATION NATIONALE
LE MINISTÈRE ANNONCE LE CALENDRIER DES EXAMENS TRIMESTRIELS ET DES VACANCES SCOLAIRES DE L'ANNÉE 2026-2027

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, lundi dans un communiqué, le calendrier des examens trimestriels des trois cycles d'enseignement ainsi que des vacances scolaires de l'année 2026-2027. Pour le cycle de l'enseignement primaire, les examens du premier trimestre se dérouleront du 6 au 10 décembre 2026, ceux du deuxième trimestre étant fixés les 2, 3, 4, 7 et 8 mars 2027 et ceux du troisième trimestre du 23 au 27 mai 2027, selon le calendrier. Concernant le cycle de l'enseignement moyen, les examens du premier trimestre pour les 1re, 2e et 3e année débuteront le 6 décembre 2026 et se poursuivront jusqu'au 10 du même mois. Les examens du 2e trimestre sont programmés les 2, 3, 4, 7 et 8 mars 2027, ceux du 3e trimestre étant fixés du 23 au 27 mai 2027. Pour la 4e année moyenne, les examens auront lieu du 9 au 11 mai 2027.

S'agissant du cycle de l'enseignement secondaire, les examens du premier trimestre, pour les 1re et 2e année, se dérouleront du 6 au 10 décembre 2026, ceux du deuxième trimestre auront lieu les 2, 3, 4, 7 et 8 mars 2027, tandis que ceux du troisième trimestre sont programmés du 23 au 27 mai 2027. Les examens de la 3e année secondaire auront lieu du 9 au 13 mai 2027.

En ce qui concerne le planning des vacances scolaires, le ministère de l'Education nationale a fixé les vacances d'automne du mardi 27 octobre 2026 au soir au lundi 2 novembre 2026 au matin, tandis que celles d'hiver s'étendront du jeudi 17 décembre 2026 au soir jusqu'au dimanche 3 janvier 2027 au matin.

Par ailleurs, les vacances de printemps débuteront du jeudi 18 mars 2027 au soir pour prendre fin le dimanche 4 avril 2027 au matin. Les vacances d'été, pour leur part, commenceront après la finalisation des évaluations du troisième trimestre, des examens de rattrapage et de leur correction collective.

Le congé annuel du personnel a été fixé au jeudi 8 juillet 2027 au soir pour les enseignants de toutes les régions. Concernant le personnel administratif, il débutera le jeudi 22 juillet 2027 au soir pour les première et deuxième zones, et le jeudi 15 juillet 2027 au soir pour la troisième zone. A cette occasion, le ministère a invité l'ensemble des établissements d'enseignement publics et privés ainsi que les membres de la communauté éducative au respect de ce calendrier, afin de garantir le bon déroulement de l'année scolaire, l'optimisation du planning pédagogique et le maintien de conditions propices à la réussite des élèves.

RA

FORMATION PROFESSIONNELLE
LES OLYMPIADES AFRICAINES DES MÉTIERS DU 16 AU 20 NOVEMBRE PROCHAINS À ORAN

Les Olympiades africaines des métiers se tiendront du 16 au 20 novembre prochain à Oran sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, lundi, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab.

S'exprimant sur les ondes de la Chaîne I de la Radio algérienne, Mme Arhab a indiqué qu'à l'occasion de cet événement continental, une réunion de haut niveau entre les ministres africains de la Formation et de l'Enseignement professionnels sera tenue afin d'échanger les expériences entre les pays du continent, avec la présentation d'un plan d'action africain pour développer le secteur et préparer l'Afrique aux métiers de demain.

Cette manifestation sera également l'occasion de "présenter l'expérience pionnière de l'Algérie" dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels.

A cette occasion, la ministre a évoqué les différentes bourses de formation accordées par l'Algérie à plusieurs pays africains et arabes, "conformément aux nobles principes de la diplomatie algérienne", citant, dans ce cadre, l'Institut africain de formation professionnelle de Boumerdès, qui

accueille 540 stagiaires issus de plusieurs pays africains, dont le Niger, le Tchad et le Zimbabwe.

Après avoir souligné l'importance accordée par le président de la République à la jeunesse et au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, la ministre a rappelé la participation de l'Algérie aux compétitions mondiales des Olympiades des métiers, organisées récemment à Shanghai en Chine, qui ont notamment donné lieu à des échanges d'expertises et d'expériences.

Evoquant la rentrée de la formation professionnelle (session octobre 2026), la ministre a indiqué que celle-ci a été marquée par l'introduction du Référentiel national des formations et des compétences (RNFC), selon une approche nationale et locale, en adéquation avec le tissu économique du pays, les besoins des opérateurs économiques et les opportunités d'emploi aux niveaux national et local.

Dans ce contexte, la ministre a fait état d'une coordination avec le ministère des Travaux publics, en vue d'introduire des filières de formation, dont le secteur a besoin, notamment dans les régions où sont réalisés les projets nationaux stratégiques.

RA

MOHAMED SEDDIK AIT MESSAOUDENE L'A ANNONCÉ HIER DE NOUVEAUX DÉCRETS PROCHAINEMENT POUR ACTUALISER LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA PROFESSION DE PHARMACIEN

Plusieurs décrets seront prochainement publiés afin d'actualiser le cadre réglementaire régissant la profession de pharmacien, a annoncé, lundi à Alger, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene qui a souligné que cette démarche intervient pour accompagner l'évolution des pratiques de santé et renforcer la responsabilité des professionnels de ce secteur.

Le ministre s'exprimait dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture de la 2e édition de la Conférence internationale de la pharmacie, qu'il a présidée conjointement avec le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, organisé par le Conseil national de l'Ordre des Pharmaciens d'Algérie (CNOA), en présence du président de l'Inter Ordre des Pharmaciens d'Afrique (IOPA), Mustapha Laroussi, de représentants d'organisations onusiennes, de parlementaires, de représentants du corps diplomatique accrédité, de responsables d'organisations professionnelles, ainsi que de professeurs algériens et étrangers.

Dans ce cadre, M. Ait Messaoudene a précisé que son département ministériel avait élaboré un projet de décret exécutif fixant les conditions et modalités de prescription des produits pharmaceutiques, lequel "consacre un cadre plus clair pour réglementer la prescription et la dispensation et rationaliser l'utilisation des médicaments".

Le ministre a ajouté à ce propos que " ce décret a été approuvé par le Conseil des ministres et se trouve actuellement en phase de finalisation des procédures de sa publication au Journal officiel (JO).

Par ailleurs, le ministère de la Santé, en coordination avec les secteurs et organismes concernés, a élaboré un autre projet de décret exécutif fixant les caractéristiques techniques des compléments alimentaires destinés à la médecine humaine, " approuvé par le Conseil des ministres et actuellement en cours de publication au JO", a fait savoir M. Ait Messaoudene, précisant que ce nouveau texte consacre la dispensation de ces produits exclusivement par le pharmacien, afin de garantir l'orientation du

consommateur vers une utilisation appropriée, de renforcer leur sécurité et leur qualité et de réduire les risques liés à leur usage anarchique ou excessif.

Ce décret représente, ajoute M. Ait Messaoudene, "une étape importante vers la mise en place d'un cadre national moderne encadrant les compléments alimentaires, en adéquation avec les références et normes internationales et contribuant à renforcer la protection du consommateur".

Concernant la deuxième édition de la Conférence internationale de la pharmacie, organisée sous le slogan "Souveraineté nationale, ouverture africaine pour une santé durable", le ministre a indiqué que ce slogan "résume les enjeux majeurs dépassant les limites de la pratique pharmaceutique pour toucher au cœur de la sécurité sanitaire nationale et à l'avenir du système de santé dans son environnement continental".

Il a estimé, dans ce cadre, que "la construction de cette souveraineté ne signifie pas le repli sur soi, mais requiert une ouverture consciente et active sur notre environnement, en particulier sur notre espace africain, une ouverture que nous souhaitons fondée sur l'échange d'expertises, le développement des compétences, l'encouragement de la recherche scientifique et le renforcement de la coopération dans les domaines de la réglementation, du contrôle et de la production pharmaceutique, contribuant ainsi à la construction de capacités sanitaires communes à l'échelle du continent".

Après avoir rappelé la place qu'occupe la profession de pharmacien dans le système national de santé, le ministre a souligné que la mise en place d'un système efficace

et durable nécessite une planification fondée sur une connaissance précise des besoins et de leur répartition à l'échelle nationale.

Préparation d'une carte sanitaire nationale

Dans ce cadre, le ministère de la Santé œuvrera "à l'élaboration de la carte sanitaire nationale, à son développement et à sa mise à jour permanente, de manière à assurer l'adéquation de l'offre de soins avec les besoins réels de la population, à rapprocher les services de santé du citoyen et à renforcer l'équité territoriale dans leur répartition", a-t-il précisé.

Cette carte couvrira les différentes composantes du secteur de la santé, notamment le réseau des pharmacies et les laboratoires d'analyses médicales, en tant que structures essentielles de proximité sanitaire, a précisé le ministre.

Elle constituera également un outil permettant d'orienter la répartition équitable et équilibrée des capacités sanitaires nationales, en équipements médicaux et en ressources humaines, en fonction des besoins réels de chaque région, contribuant ainsi à garantir la qualité des soins et à assurer l'équité dans l'accès aux services de santé sur l'ensemble du territoire national, a-t-il ajouté. De son côté, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a mis en avant l'importance de la coopération pharmaceutique africaine et du rapprochement réglementaire entre les pays, faisant état d'un travail en cours pour concrétiser le projet de plateforme pharmaceutique stratégique africaine (HUB) en Algérie, afin d'alimenter les pays africains en médicaments et produits de santé essentiels, notamment les vaccins, tout en renforçant la coopération Sud-Sud et la sécu-

rité sanitaire du continent.

Dans ce contexte, M. Kouidri a indiqué que l'Algérie œuvre, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à promouvoir son système national de contrôle et de régulation pharmaceutique au niveau de maturité 3 (Maturity Level 3), soulignant que le CNOA est "un partenaire essentiel dans la régulation de la profession, l'ancrage de son éthique et le renforcement de la qualité et de la sécurité des pratiques pharmaceutiques".

Le tissu national de l'industrie pharmaceutique compte actuellement près de 230 entreprises, tandis que la valeur de la production pharmaceutique a atteint 4,9 milliards USD en 2025, la production nationale couvrant 82 % des besoins du marché en valeur, avec un taux de fabrication intégrée (Full Process) de 95 %, selon les données présentées par le ministre.

Lors d'une intervention durant les travaux du congrès, le président du CNOA, Nouredine Mettoui, a assuré que l'Algérie dispose d'une base pharmaceutique solide lui permettant d'élargir son rôle pour englober la production, le transfert de technologie, la formation, la recherche et l'échange d'expertises avec les pays africains.

Pour sa part, le président de l'IOPA a estimé que le continent possède tous les atouts nécessaires pour relever le défi de la souveraineté sanitaire, grâce notamment à une population jeune, des compétences scientifiques, d'importantes ressources naturelles ainsi qu'une volonté politique, appelant à transformer ces potentialités en capacités industrielles, à l'instar du modèle développé par l'Algérie.

RA

BOUSSADA A UN NOUVEAU WALI M. SAÏD SAYOUD PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE D'INSTALLATION

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, lundi, la cérémonie d'installation de M. Amrani Attal en qualité de wali de Boussaâda, dans le cadre du mouvement partiel dans le corps des walis, des walis délégués et des secrétaires généraux de wilayas opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le ministre a souligné, dans un discours prononcé à cette occasion, que cette nomination "s'inscrit pleinement dans la démarche engagée par l'Etat pour renforcer l'efficacité de l'administration locale, la rapprocher davantage du citoyen et lui permettre de mieux répondre aux transformations attendues dans les nouvelles wilayas, notamment Boussaâda, qui a toujours été un centre de rayonnement culturel, économique et touristique dans les Hauts Plateaux". Il a indiqué que la promotion de Boussaâda au rang de wilaya à part entière "procède des réformes profondes entreprises par l'Etat pour réorganiser le territoire national afin de garantir l'équilibre et l'équité en matière de développement, de renforcer l'efficacité de la gestion

publique et d'améliorer la qualité du service public au bénéfice du citoyen."

M. Sayoud a également souligné que la wilaya de Boussaâda "renferme d'importantes potentialités qui lui permettent de devenir un pôle économique et touristique prometteur grâce à sa position stratégique reliant le nord et le sud du pays, ainsi qu'à ses atouts naturels, culturels et humains".

Le ministre de l'Intérieur a ajouté, dans ce contexte, que le wali "doit élaborer un plan d'action de terrain à même d'assurer le démarrage fort et efficace de cette nouvelle wilaya, fondé sur la définition des priorités et la prise en charge effective des préoccupations des citoyens". Il a insisté, à ce propos, sur "la nécessité de valoriser les projets réalisés tels que l'hôpital mère-enfant, les infrastructures universitaires, l'aéroport d'Ain Diss et les projets routiers, ce qui renforcera l'attractivité de la wilaya et soutiendra son dynamisme économique et touristique." M. Sayoud a insisté, à ce propos, sur "la nécessité de prêter l'attention requise aux projets importants dont a bénéficié la wilaya et de suivre leur réalisation tout en accélérant leur

concrétisation, notamment les projets de protection des villes contre les inondations, la construction d'un stade à Boussaâda, d'une piscine semi-olympique dans la commune de Sidi Amar, ainsi que de l'Ecole normale supérieure".

Le ministre a considéré que les défis actuels "requièrent des approches de gestion modernes, basées sur l'efficacité, la transparence, le travail de terrain et l'écoute constante des préoccupations des citoyens, tout en renforçant la coordination entre les différents acteurs locaux dans un esprit de responsabilité et d'intégration".

Il a appelé les élus, les cadres et les acteurs de la société civile à "accompagner le wali et à travailler dans un esprit d'équipe afin d'obtenir des résultats concrets, qui répondent aux attentes des citoyens, conformément aux directives du président de la République visant à renforcer le travail coordonné avec les élus aux niveaux national et local, garantissant ainsi l'harmonie des visions et la complémentarité des efforts au service de l'intérêt général.

RA

DÉCÈS DU DIRECTEUR DE CABINET DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, M. BOUALEM BOUALEM

La Présidence de la République a annoncé, lundi, le décès du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, dans un hôpital à Genève (Suisse), des suites d'une longue maladie.

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux.

« Et fais la bonne annonce aux endurents qui di-

sent, quand un malheur les atteint : A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons ».

La Présidence de la République annonce le décès, des suites d'une longue maladie, du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, ce jour, dans un hôpital à Genève (Suisse),

où il recevait des soins. Puisse Allah Tout-Puissant accorder au défunt Sa sainte miséricorde et l'accueillir en Son vaste paradis. « A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons »), lit-on dans l'annonce du décès.

RA

EN MARGE DE LA 14^E ÉDITION DU NAPEC 2026

M. ARKAB S'ENTRETIENT AVEC DES DIRIGEANTS DE GRANDES COMPAGNIES

En marge de la 14e édition du Salon et conférence de l'énergie et de l'hydrogène pour l'Afrique et le bassin méditerranéen (NAPEC 2026), le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a conduit, lundi à Oran, une série de rencontres bilatérales avec des dirigeants et représentants de plusieurs grandes compagnies mondiales activant dans le secteur des hydrocarbures.

Par Youcef Hamidi

Ces entretiens se sont déroulés en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT), M. Abdelkader Cherfaoui, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), M. Amine Remini, ainsi que de plusieurs cadres du secteur.

Dans ce cadre, M. Arkab a reçu la directrice générale de la compagnie thaïlandaise "PTT Exploration and Production" (PTTEP), Mme Kanitta Sartwatayu. Les deux parties ont examiné les moyens de renforcer et d'élargir les relations de coopération et de partenariat entre le groupe Sonatrach et la compagnie dans le domaine des hydrocarbures. Les deux parties ont passé en revue l'état de la coopération existante entre les deux entreprises, notamment dans le cadre de l'exploitation et du développement du champ de Hassi Bir Rekaiz dans le bassin de Berkine, ainsi que les perspectives d'élargissement de ce partenariat à de nouveaux projets, particulièrement



dans l'exploration et la production.

Par ailleurs, M. Arkab s'est entretenu avec le directeur général du groupe omanais "OQ", M. Mahmoud Al-Hashmi. Les discussions ont porté sur les perspectives de développement de la coopération entre Sonatrach et le groupe "OQ" dans plusieurs segments, notamment l'exploration et la production d'hydrocarbures, la pétrochimie, le développement de l'industrie du gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que l'échange d'expertises et de technologies dans les domaines d'intérêt commun. Le ministre a également reçu une délégation de la compagnie omanaise "Petro-

gas", conduite par un cadre dirigeant de l'entreprise, M. Fahad Al-Rashdi. La rencontre a été l'occasion d'aborder le renforcement de la coopération entre cette compagnie et Sonatrach, particulièrement après la signature d'un mémorandum d'entente en mai dernier.

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, s'est en outre entretenu avec le directeur général et président-directeur général de la compagnie américaine "Occidental Petroleum" (Oxy) en Algérie et président de la Chambre de commerce américaine en Algérie, M. Warren Murdoch. Les discussions

ont porté sur les opportunités de renforcement de la coopération dans les domaines de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, du développement des gisements, de la production et du transport de gaz naturel et de GNL, ainsi que de la pétrochimie, outre la valorisation des ressources nationales et le transfert de technologies et d'expertises modernes.

Enfin, M. Arkab s'est entretenu avec l'ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, M. James Robert Stephen Downer, accompagné d'un représentant de la société britannique "Clarke Energy". Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et le Royaume-Uni dans le secteur des hydrocarbures et de l'industrie pétrogazière, notamment en matière de prospection, d'exploration, de développement et d'exploitation des champs gaziers, ainsi que sur les opportunités d'investissement le long de la chaîne de valeur et le développement des industries pétrolières et gazières.

Y.H

MOHAMED ARKAB ET MOURAD ADJAL ONT PRÉSIDÉ HIER À ORAN L'OUVERTURE DE LA 14^E ÉDITION

Sous le thème « Vers une nouvelle approche du mix énergétique : de la transition énergétique à l'addition énergétique, pour garantir la sécurité énergétique, l'accessibilité des prix et la décarbonation », les travaux de la 14e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène en Afrique et en Méditerranée (NAPEC-2026) ont débuté hier, lundi, au Centre des conventions d'Oran Mohamed Benahmed.

Par Malika Azeb

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, en présence du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, du président-directeur général du groupe Sonatrach, Nouredine Daoudi, du président du Comité de direction de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, et du directeur général du groupe Sonelgaz, Nabil Kafi.

Ont pris part également à la cérémonie le secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Farid Ghezali, le président de la Chambre de commerce américaine en Algérie, Warren Murdoch, ainsi que les autorités locales et de nombreux responsables, experts et professionnels du secteur de l'énergie.

À noter aussi la présence de la conseillère du président de la République de Namibie chargée des affaires du pétrole et du gaz, Kornelia Shilunga, et de nombreux ambassadeurs et délégations di-

plomatiques. Plus de 450 exposants nationaux et internationaux représentant les principaux acteurs des hydrocarbures, des services pétroliers, de l'énergie et des technologies liées à la transition énergétique, ainsi que 230 intervenants, prendront part aux travaux de cette édition, qui se déroulera du 5 au 7 octobre.

Parmi les entreprises et organismes locaux présents à cette manifestation figurent notamment Sonatrach, Sonelgaz, Naftal, l'AL-NAFT, l'ARH, ainsi que plusieurs sociétés spécialisées dans le forage et les services pétroliers.

Cet événement économique est marqué par la participation de grands groupes énergétiques et industriels, à l'instar de TotalEnergies, Eni, ExxonMobil, Equinor, Pertamina, SLB, Halliburton, Baker Hughes, Chevron, Occidental Petroleum (Oxy) et Petrofac.

Plusieurs équipementiers et fournisseurs de solutions technologiques, tels que Siemens Energy, ABB, Alfa Laval, ainsi que les délégations et entreprises européennes, asiatiques et autres, seront également présents lors de cette édition.

Cette importante participation nationale et étrangère reflète la dimension du NAPEC en tant que plateforme d'échanges et de partenariats autour des hydrocarbures, de l'hydrogène, de la

décarbonation et des nouvelles technologies énergétiques.

La conférence abordera les principales questions liées à l'avenir des systèmes énergétiques, notamment la diversification du mix énergétique, la recherche d'une approche permettant de concilier la sécurité des approvisionnements, l'accessibilité de l'énergie et la réduction des émissions de carbone.

Les travaux porteront également sur l'efficacité énergétique et la décarbonation, la transition énergétique, la numérisation et l'intelligence artificielle, la modernisation des infrastructures et des réseaux énergétiques, ainsi que l'intégration des énergies renouvelables et des technologies bas carbone.

Le programme de la manifestation prévoit également l'examen des perspectives de développement des interconnexions énergétiques et des opportunités de coopération entre les régions productrices et consommatrices d'énergie.

Le programme de la manifestation prévoit plusieurs conférences et panels consacrés notamment à la transition énergétique, à la décarbonation, à l'efficacité énergétique, à l'hydrogène et aux énergies à faibles émissions de carbone, ainsi qu'aux perspectives de développement des interconnexions énergétiques

et aux opportunités de coopération entre les régions productrices et consommatrices d'énergie.

Les participants devront également examiner les nouvelles technologies dans le secteur des hydrocarbures, la valorisation des gisements matures, l'amélioration de la productivité des puits et l'optimisation des infrastructures et des actifs existants.

À travers son exposition et son programme de conférences, le NAPEC constitue un espace de rencontre et d'échange permettant aux professionnels de présenter leurs technologies, produits et services, de partager leurs expériences et d'explorer de nouvelles opportunités de coopération dans les domaines de l'énergie, des hydrocarbures et de l'hydrogène.

L'organisation de cet événement intervient dans un contexte où l'Algérie œuvre à consolider son rôle en tant qu'acteur majeur dans le domaine de l'énergie, reliant le continent africain au bassin méditerranéen et l'Europe, à travers le développement de ses ressources et de ses infrastructures et l'encouragement de l'investissement, de l'innovation et des partenariats au service de la sécurité énergétique et du développement durable.

M.A

AÏN-TEMOUCHENT

HABITAT, SANTÉ ET ÉNERGIE AU CŒUR DE NOUVEAUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

La wilaya d'Aïn-Temouchent a vu le lancement, lundi, de plusieurs opérations de développement dans les domaines de l'habitat, de la santé et de l'énergie, notamment dans les communes de Bouzedjar et d'El-Messaïd.

Par Ali Boudefel

A Bouzedjar, le wali d'Aïn-Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a procédé à El-Houaoura à la pose de la première pierre d'un programme de 540 logements publics locatifs (LPL). D'après les informations communiquées par le représentant de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), chargé du suivi de l'opération, le délai de réalisation de ce projet est fixé à 16 mois au maximum.

Le wali a appelé au strict respect du calendrier prévu, aussi bien pour l'achèvement que pour la livraison des logements. Il a, dans le même temps, instruit la directrice des Equipements publics de prévoir les assiettes foncières indispensables à l'implantation des infrastructures d'accompagnement, en particulier les établissements scolaires du cycle primaire. Cette disposition vise à répondre aux besoins liés à l'augmentation attendue de la population dans ce nouveau pôle résidentiel.

El-Houaoura a également bénéficié d'un projet de polyclinique, dont la première pierre a été posée à cette occasion par le wali. Cette structure de santé est inscrite dans le cadre du programme destiné à accompagner les quartiers résidentiels intégrés par des équipements publics de proximité.

Une enveloppe financière de 258 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation de cette infrastructure, inscrite au programme sectoriel de



la direction des Equipements. Sa construction devra être achevée dans un délai de huit mois. Une fois réalisée, la polyclinique sera équipée par le secteur de la Santé et de la Population avec les matériels médicaux et de laboratoire nécessaires à son fonctionnement.

Dans la commune d'El-Messaïd, le wali a ensuite donné le coup d'envoi à une opération destinée à assurer le raccordement de la zone d'activités aquacoles de Sbiaat au réseau d'électricité.

Selon le directeur de wilaya de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, Rahou Boutkhil, ce projet, pour lequel une enveloppe de 30 millions de dinars a été dégagée, permettra de

relier au réseau électrique les différents investissements implantés au niveau de cette zone.

L'opération comprend la réalisation d'un réseau d'une longueur moyenne de quatre kilomètres, en moyenne et basse tension, destiné à satisfaire les besoins énergétiques des projets d'investissement installés dans cette zone d'activités.

La mise en service de cette alimentation électrique devrait intervenir dans un délai maximal de 40 jours, une fois achevées les procédures techniques relatives aux travaux de génie civil et arrêté le tracé devant servir à l'installation des poteaux électriques.

A.B

BOUIRA

LANCEMENT D'UNE SENSIBILISATION AUX DANGERS DU MONOXYDE DE CARBONE

Par Yousra Dali

Une campagne de prévention et de sensibilisation aux dangers d'une mauvaise utilisation du gaz naturel et aux risques d'intoxication au monoxyde de carbone a été lancée à Bouira, à l'approche de la saison hivernale, a-t-on appris lundi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Cette opération cible en particulier les foyers récemment raccordés au réseau de gaz naturel dans les différentes communes de la wilaya. Elle prévoit, outre les actions d'information et de sensibilisation, un programme d'interventions sur le terrain consacré au contrôle, à la vérification et à l'entretien des installations. Ces opérations concernent notamment le ramonage des cheminées ainsi que l'inspection des conduits d'évacuation des gaz brûlés dans les habitations, a indiqué à l'APS Mme Widad Benyoucef, responsable à la direction de distribution. Les équipes mobilisées dans le

cadre de cette campagne auront également pour mission d'attirer l'attention des citoyens sur la nécessité de s'assurer du bon fonctionnement des détecteurs de monoxyde de carbone, notamment par le contrôle régulier des piles et leur remplacement lorsqu'elles sont usées. La responsable a, par ailleurs, rappelé que l'entretien régulier des équipements fonctionnant au gaz, en particulier les chauffe-eau et les appareils de chauffage, demeure indispensable. Elle a également insisté sur la vérification de la tuyauterie, des raccordements, des conduits d'évacuation des gaz brûlés et des installations intérieures de gaz au sein des logements. Ces précautions sont nécessaires pour prévenir les accidents et éviter tout incident durant la période hivernale, a-t-elle souligné, renouvelant l'appel de la direction de distribution aux citoyens à faire preuve de responsabilité et de vigilance face aux risques liés à l'utilisation du gaz.

Y.D

TIARET

170 MILLIONS DE DA POUR RÉHABILITER ET EMBELLIR LE PARC DE LOGEMENTS SOCIAUX LOCATIFS

Une enveloppe financière de 170 millions de dinars sera consacrée à la réhabilitation et à l'embellissement du parc de logements publics locatifs (LPL) dans la wilaya de Tiaret, a annoncé lundi le wali, Abdelouahab Bertima. Lors d'une manifestation organisée à l'occasion de la Journée arabe de l'habitat, M. Bertima a précisé que cette enveloppe, mobilisée au titre de la taxe sur l'habitation, permettra notamment de réaliser des travaux de ravalement et d'embellissement des façades des immeubles, ainsi que l'aménagement de leurs espaces environnants, particulièrement ceux situés le long des principaux axes routiers. Le wali a également donné des instructions pour prendre les mesures nécessaires en vue du relogement des familles occupant des logements menaçant ruine, répartis sur quatre sites, dont trois dans le chef-lieu de wilaya et un à Frenda, ainsi que de dix familles occupant des logements situés à proximité du tracé du projet ferroviaire.

Par ailleurs, il a indiqué qu'un nombre important de logements destinés à la résorption de l'habitat précaire dans le quartier de Kermane sont en voie d'achèvement. M. Bertima a, en outre, insisté sur la nécessité de publier les listes des bénéficiaires des logements publics locatifs par les commissions de daïra, afin de renforcer la transparence dans l'attribution de ces logements. La wilaya s'orientera également, à l'avenir, vers la formule des « lotissements sociaux » dans les zones disposant d'assiettes foncières disponibles, afin de permettre la réalisation de projets d'auto-construction, une formule particulièrement appréciée par les citoyens de la wilaya, a-t-il ajouté. De son côté, la directrice générale de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Tiaret, Zineb Bekkar, a annoncé la remise prochaine des clés de 50 logements publics locatifs dans la commune de Hammadia.

RR

KHENCHELA

LANCEMENT DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT DE 75 LOGEMENTS AU RÉSEAU DE GAZ NATUREL À LA COMMUNE DE M'TOUSSA

Le coup d'envoi des travaux de deux projets de raccordement de 75 logements au réseau d'alimentation en gaz naturel a été donné lundi dans la commune de M'Toussa (Khenchela). Le directeur de la distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Khenchela, Abdelkrim Bounoughaz, a donné le coup d'envoi des travaux de raccordement au réseau de gaz naturel de 60 logements de la mecha d'Ouled Feriha et de 15 autres logements de la zone d'El Bessan, dans la commune de M'Toussa. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que ces deux opérations, inscrites dans le cadre du programme complémentaire de développement dont a bénéficié la wilaya de Khenchela, portent sur la réalisation d'un réseau de plus de 25 km, pour une enveloppe financière de 45 millions de DA. Les travaux, confiés à deux entreprises privées, devront être achevés dans un délai maximum de sept mois, a-t-il ajouté. Le même responsable a, par ailleurs, indiqué que cinq projets de raccordement de près de 760 foyers au réseau de gaz naturel seront réceptionnés "avant la fin de l'année 2026" dans les communes d'El Mahmel, d'Aïn Touila, de Bouhmama et d'Ouled Rechache. Il a également fait savoir qu'une enveloppe financière de 4,55 milliards de DA a été consacrée au raccordement de 2.555 logements de la wilaya de Khenchela au réseau d'alimentation en gaz naturel, précisant que les travaux seront lancés dès l'achèvement de l'ensemble des procédures nécessaires.

RR

BEJAIA

D'IMPORTANTES PROJETS EN COURS DE RÉALISATION POUR AMÉLIORER LES DÉPLACEMENTS DES CITOYENS

D'importants projets relevant du secteur des transports de la wilaya de Bejaia, inscrits au titre de l'année 2026, ont été lancés, tandis que d'autres sont en voie de démarrage, afin d'améliorer les déplacements des citoyens, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des transports de wilaya (DTW).

Le premier responsable du secteur, Abdelouahab Menhoudj, a indiqué à l'APS que les travaux de réalisation d'une station urbaine dans la cité 3.200 logements à Ighzer Ouzarif, dans la commune d'Oued Ghir, ont été lancés pour une durée de réalisation de 12 mois, précisant que le chantier avançait à un "rythme satisfaisant". M. Menhoudj a ajouté que le secteur avait bénéficié en 2026 d'un projet de réalisation d'une gare routière de type B dans la commune d'Akbou, actuellement en voie d'attribution, soulignant que les travaux pourraient être lancés d'ici novembre prochain.

Concernant le projet d'élaboration du plan de circulation de la ville de Bejaia, le même responsable a indiqué que la première phase de l'étude avait été approuvée en septembre dernier, tandis que la deuxième phase de la même étude a déjà commencé.

Cette étude porte sur l'élaboration de scénarios et la proposition de solutions techniques "efficaces" pour réguler la circulation automobile dans le chef-lieu de la wilaya, a-t-il souligné.

RR

BAISSE HISTORIQUE DES VENTES DU CHOCOLAT SUISSE

LES CHOCOLATIERS EN QUÊTE DE SOLUTIONS

Le monde du chocolat en Suisse traverse une période très difficile en ce moment et cela inquiète beaucoup les professionnels du secteur. La Suisse est pourtant le pays du chocolat par excellence, connu dans le monde entier pour son savoir-faire unique et la grande qualité de ses produits. Mais aujourd'hui, les habitudes des habitants ont changé et les ventes chutent vertigineusement.

Par Rihab Taleb

L'année dernière, les volumes de chocolat vendus en Suisse ont diminué de plus de 4 %, et la baisse s'est encore accélérée au cours des premiers mois de cette année avec un recul de 6 %. Même si les associations professionnelles essaient de rassurer en disant qu'il ne s'agit pas d'une crise grave, les fabricants doivent faire face à de nouveaux défis pour rester compétitifs et réussir à garder leur place sur le marché.

Pour comprendre cette baisse des ventes, il ne faut pas seulement regarder le prix des produits. Tout est devenu plus cher et les familles font très attention à leur budget au moment de faire leurs courses. Mais la vraie raison va beaucoup plus loin que l'argent. Aujourd'hui, les gens font de plus en plus attention à leur santé et à ce qu'ils mangent tous les jours. Le chocolat contient beaucoup de sucre et de matières grasses, et il est de plus en plus perçu comme un aliment dont il faut se méfier pour garder la ligne et éviter les problèmes de santé liés au surpoids. Beaucoup de consommateurs décident donc de manger moins de sucreries ou d'arrêter complètement d'en acheter pour prendre soin d'eux. Le chocolat n'est plus vu comme un petit plaisir, mais comme un produit trop sucré que l'on essaie de consommer le moins possible.

Cette nouvelle habitude se combine avec un autre gros problème : la hausse du prix du cacao sur les marchés internationaux. Depuis trois ans, le prix de cette matière première indispensable a atteint des niveaux très élevés à cause de mauvaises récoltes dans les pays producteurs. Les chocolatiers ont donc été obligés d'augmenter les prix dans les magasins pour pouvoir couvrir leurs dépenses et ne pas perdre d'argent. À Fribourg, la célèbre entreprise Villars, qui fête cette année ses 125 ans d'existence, a dû faire face à cette situation compliquée en répercutant ces hausses sur ses tablettes. Mais les clients ne sont pas



dupes et, face à des prix plus élevés, ils préfèrent soit acheter des produits moins chers, soit tout simplement ne plus en acheter du tout, surtout si la composition est trop riche en sucre.

Face à cette baisse de la demande à l'intérieur du pays, les entreprises cherchent des solutions pour s'en sortir et continuer à vendre. Le géant du secteur, Lindt & Sprüngli, a commencé à baisser certains de ses prix pour attirer de nouveau les clients et redonner envie d'acheter. D'autres fabricants choisissent de miser uniquement sur la très grande qualité, en proposant des produits avec des goûts originaux ou des labels écologiques pour convain-

cre les amateurs prêts à payer un peu plus cher pour de l'artisanat. Mais comme le marché suisse devient trop petit et que les gens mangent moins de sucreries, les chocolatiers doivent chercher de nouveaux clients en dehors des frontières. Même si la Suisse reste le pays où l'on mange le plus de chocolat au monde avec plus de dix kilos par habitant et par an, les fabricants se tournent de plus en plus vers l'étranger, notamment vers l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord, pour espérer retrouver de la croissance et assurer l'avenir de leur industrie.

R.T

ZONE EURO

REVOILÀ L'INFLATION !

D'après des chiffres officiels diffusés vendredi, la hausse des prix dans la zone euro a atteint en septembre son plus haut niveau depuis trois ans, portée par l'explosion des tarifs énergétiques provoquée par la guerre au Moyen-Orient.

Dans les 21 pays qui partagent la monnaie unique, l'inflation a accéléré à 3,8 %, contre 3,2 % en août, selon une première estimation d'Eurostat, soit presque le double de la cible de la Banque centrale européenne (BCE), établie à 2 %.

Il faut remonter à septembre 2023, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, pour trouver un niveau comparable, cette guerre ayant alors fait bondir les prix en zone euro comme jamais auparavant.

Cette accélération de septembre, causée par la flambée des cours du pétrole depuis la reprise des combats au Moyen-Orient début juillet, dépasse les prévisions des analystes interrogés par Bloomberg, qui attendaient 3,7 %.

Eurostat indique que les prix de l'énergie ont augmenté de 18,8 % en septembre dans la zone euro, contre 14,3 % le mois précédent. Et le gazole à la pompe vient d'établir un nouveau record historique dans l'UE, avec une moyenne hebdomadaire de 2,24 euros le litre, selon une compilation des données nationales publiée jeudi par la Commission européenne.

Toujours selon Eurostat, les prix des services ont légèrement accéléré dans la zone euro en septembre (+0,2 point à 3,2 %), tout comme ceux de l'alimentation (+0,3 point à 1,4 %). En revanche, la hausse des prix des biens industriels a un peu ralenti (-0,1 point à 1,1 %). L'inflation sous-jacente, qui ne tient pas compte des biens les plus volatils (énergie et alimentation notamment), a pour sa part très légèrement progressé, à 2,5 % (+0,1 point). Cette accélération de l'inflation, qui pèse sur les ménages et les entreprises européennes, a conduit ces derniers mois la BCE à resserrer sa politique monétaire. L'institution a déjà relevé deux fois ses taux directeurs cette année, portant le principal à 2,5 %, et n'a pas exclu formellement un nouveau tour de vis dans les mois à venir, en raison des tensions sur les prix.

La BCE va désormais devoir suivre de très près les risques de propagation de la hausse des prix de l'énergie au reste de l'économie, a estimé dans une note Bert Colijn, économiste à la banque néerlandaise ING, qui affirme percevoir déjà « quelques signaux » en ce sens, même s'ils demeurent très précoces. Il fait ainsi référence à la hausse des prix alimentaires et au niveau de l'inflation sous-jacente.

N.B

AUTOMOBILE

LE SECTEUR TOUJOURS FRAGILE AUX USA MALGRÉ LES DROITS DE DOUANE

Par Nawal Bordji

D'après les analystes, les taxes douanières instaurées par le président américain Donald Trump n'ont pas entraîné la renaissance spectaculaire du secteur automobile. Leur évaluation est bien plus nuancée.

Depuis que le milliaire républicain a retrouvé le pouvoir, General Motors, Toyota, Ford et d'autres fabricants ont bien annoncé des projets d'agrandissement d'usines sur le sol américain ou des rapatriements partiels de leur production, encouragés notamment par les droits de douane de 25 % sur les véhicules importés. Mais ces avancées demeurent modestes et sont compensées par l'incertitude qui pèse sur la politique commerciale de Washington, selon des experts.

« C'est une victoire partielle », résume Stephanie Brinley, analyste chez Mobility Global. Les effets de cette situation sont récemment apparus avec les tensions entre les Etats-Unis et le Canada, qui les

perspectives de l'accord de libre-échange nord-américain (ACEUM). En juillet, Washington a fait savoir qu'il ne souhaitait pas le renouveler, ouvrant la voie à un examen annuel du texte jusqu'à son échéance, en 2036.

Un haut responsable de Honda a indiqué en août envisager la construction d'une nouvelle usine en Amérique du Nord, tout en avertissant qu'une prolongation du flou autour de l'ACEUM pourrait remettre en cause ces projets.

Les incertitudes liées aux droits de douane et le revirement de Donald Trump sur les véhicules électriques ont par ailleurs fragilisé les équipementiers automobiles américains, qui fournissent pièces et technologies aux constructeurs et emploient quelque 930'000 personnes aux Etats-Unis.

Après avoir reculé en 2025, l'emploi dans l'industrie automobile américaine est reparti à la hausse en 2026, atteignant près de 1,8 million de salariés en septembre, selon le bureau américain des statistiques du travail (BLS). Ce niveau

représente près de 1 % de plus qu'en janvier 2025, lorsque Donald Trump a pris ses fonctions, mais reste inférieur de plus de 2 % au pic enregistré en juillet 2024 sous Joe Biden.

La production automobile demeure globalement stable. Les analystes n'anticipent une hausse marquée qu'à l'horizon 2030, lorsque prendront effet les investissements annoncés par General Motors dans le Michigan, le Kansas et le Tennessee (4 milliards de dollars), ainsi que le projet de Toyota de transférer du Mexique au Texas la production du pick-up Tacoma.

Selon Mobility Global, la production américaine devrait rester autour de 10 millions de véhicules en 2026, avant de grimper à environ 11,3 millions en 2030.

« Il y a clairement une hausse à venir et elle est en partie liée aux droits de douane », souligne Stephanie Brinley, tout en rappelant que les décisions d'investissement dans de nouvelles usines se prennent sur plusieurs décennies et non à l'échelle d'un mandat présidentiel.

N.B

CONTESTATIONS SOCIALES EN FRANCE

413 LYCÉES PERTURBÉS ET APPEL À UNE MOBILISATION NATIONALE POUR AUJOURD’HUI

Quelque 413 établissements scolaires étaient perturbés lundi en France, deux semaines après le début des premières manifestations des lycéens, selon un décompte du ministère français de l'Education nationale. Le nombre d'établissements concernés est en baisse par rapport aux jours précédents. Il s'élevait à 564 vendredi, soit une diminution de 27 %, et à 610 jeudi, enregistrant une baisse de 32 %, a précisé le ministère français.

Par Yacine Boudali

En région parisienne, près de 160 lycées étaient fermés lundi à la mi-journée, selon le journal français Le Monde. La porte du lycée Vauquelin, situé dans le 13e arrondissement de Paris, a été incendiée lundi en marge de la mobilisation des élèves, d'après plusieurs médias français. Des campus universitaires de la capitale ont également rejoint le mouvement en solidarité avec les lycéens, qui réclament davantage de moyens pour l'éducation ainsi qu'une plus grande égalité.

Alors que la situation semblait s'apaiser, plusieurs organisations lycéennes et étudiantes ont appelé à une grande manifestation nationale. Une intersyndicale de l'Education nationale a également appelé à participer à cette mobilisation. Lors de son intervention sur Sud Radio, le ministre français de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, a exprimé sa crainte contre ce qu'il a qualifié d'"embrasement".

Depuis le début du mouvement, quelque 5.000 personnes ont été interpellées en marge des mobilisations, dont environ 85 % sont mineures, selon les autorités françaises. La situation semble se corser avec l'appel à la mobilisation



lancé par la Confédération générale du travail (CGT) prévue demain mardi pour être aux côtés des lycéens, des étudiants et des personnels de l'éducation. La CGT a, en effet, appelé ses organisations à rejoindre les manifestations prévues à travers le pays et à organiser la

mobilisation, notamment par la grève dans les secteurs où des préavis ont été déposés.

Cet appel, faut-il le préciser, s'inscrit, lui aussi, dans un contexte marqué par l'élargissement de la contestation sociale et les tensions autour du projet de bud-

get de l'Etat pour 2027. Le syndicat a notamment appelé les salariés du secteur de l'énergie à faire grève mardi, tandis que plusieurs organisations syndicales de l'éducation, dont la Fédération syndicale unitaire (FSU), Solidaires et SUD-Education, ont également appelé à la grève et aux manifestations le même jour.

La mobilisation lycéenne, déclenchée à la mi-septembre en région parisienne, s'est depuis étendue à plusieurs régions françaises. Les revendications portent notamment sur le manque d'enseignants et de personnels, les classes surchargées, les conditions d'études et l'état des établissements. La journée du 6 octobre doit ainsi constituer un nouveau rendez-vous de la mobilisation sociale, avec une convergence annoncée entre les revendications de la jeunesse, celles des personnels de l'éducation et celles portées par les organisations syndicales sur les questions sociales et budgétaires. Sur fond d'inquiétudes croissantes au sein de l'opinion publique locale, la France s'enfonce dans une grave crise économique et sociale, marquée par une dégradation des finances publiques et de profondes divergences politiques, faisant même redouter le retour du mouvement des "Gilets jaunes".

Y.B

SEGOLENE ROYALE FUSTIGE LA GOUVERNANCE FRANÇAISE

« AU MOMENT OÙ 300 ENTREPRISES FRANÇAISES SONT EN FAILLITE, DE GRANDS PAYS EUROPÉENS SIGNENT UN IMPORTANT CONTRAT AVEC L'ALGÉRIE »

La présidente de l'Association France-Algérie, Ségolène Royal, a déploré la baisse des échanges commerciaux entre l'Algérie et la France, soulignant qu'au moment où 300 entreprises françaises sont "en faillite", de grands pays européens ont signé un accord important avec l'Algérie dans le domaine de l'hydrogène vert.

S'exprimant sur une chaîne de radio française, Mme Royal a relevé, à l'occasion d'un débat sur la situation des relations entre l'Algérie et la France, qu'au moment où "300 entreprises françaises ont fait faillite", des pays européens ont "signé un accord avec l'Algérie sur l'hydrogène vert".

Jeudi dernier, l'Algérie, l'Autriche, l'Allemagne,

l'Italie et la Tunisie ont signé une Déclaration commune d'intentions politiques, dans laquelle les cinq partenaires ont réaffirmé leur engagement à renforcer la coopération régionale et euro-méditerranéenne dans le domaine de l'hydrogène vert, soulignant l'importance stratégique de l'initiative South2 Corridor.

En plus des échanges commerciaux qui ont fortement baissé, cette situation des relations entre les deux pays a impacté de nombreuses entreprises françaises.

Dans ce contexte, Mme Royal a mis l'accent sur la nécessité pour la France de s'entendre avec ses "voisins" et "de l'ensemble du continent africain".

En renvoyant la France à ses propres pratiques, Mme Royal a refusé les propos hostiles à l'égard de l'Algérie, avancés par l'animateur du débat, ajoutant : "Vous pensez que la France, c'est quoi ? (...) Ce n'est pas un régime autoritaire de mettre des menottes à des gamins de 14 ans ?", s'est-elle interrogée. Une réponse qui pointe la politique de "deux poids deux mesures" des responsables français lorsqu'il s'agit de juger les autres pays tout en minimisant les dérives autoritaires observées en France.

"Si l'Algérie était ce que vous dites, vous croyez que le Pape serait allé en Algérie?", a-t-elle encore insisté.

RI

PAKISTAN

TROIS HOMMES ARMÉS NEUTRALISÉS DANS LE NORD-OUEST DU PAYS

Les forces de sécurité pakistanaïses ont annoncé lundi avoir neutralisé trois hommes armés lors d'une opération sécuritaire menée dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du pays.

Selon des médias pakistanais citant des sources sécuritaires, l'opération, menée sur la base de renseignements, s'est déroulée dans le district de Dera Ismail Khan et a permis la neutralisation de trois hommes armés et la saisie d'une quantité d'armes et de munitions en leur possession.

Le président pakistanais, Asif Ali Zardari, a déclaré que les opérations menées par les forces de sécurité jouaient un rôle important

dans le démantèlement des réseaux des groupes armés.

Cette opération intervient au lendemain d'une autre opération sécuritaire menée dans le même district, qui a été sanctionnée par la neutralisation de huit hommes armés, dont trois dirigeants.

Le district de Dera Ismail Khan et, plus généralement, la province de Khyber Pakhtunkhwa sont régulièrement le théâtre d'attaques armées et d'opérations sécuritaires. Les forces de sécurité ont intensifié leurs opérations fondées sur des renseignements pour lutter contre les groupes armés dans différentes zones de la province.

RI

RD CONGO

MSF ALERTE SUR UNE "FLAMBÉE INQUIÉTANTE" DES CAS D'EBOLA AU NORD-KIVU

Médecins sans frontières (MSF) a alerté lundi sur une "flambée inquiétante" des cas d'Ebola dans la région du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, où sont désormais recensés près de 40 % de nouveaux cas, selon l'ONG.

"Depuis le début du mois de septembre, la province du Nord-Kivu connaît une flambée inquiétante de l'épidémie de maladie à Ebola. Elle représente désormais près de 40 % des nouveaux cas confirmés dans le pays, contre 24 % à la fin du mois d'août", a alerté MSF dans un communiqué.

Mi-septembre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) alertait déjà sur la progression "exponentielle" du virus dans cette province, avec un doublement du nombre de décès hebdomadaires lors de

la première quinzaine de septembre.

"Dans cette épidémie, nous sommes comme des pompiers confrontés à un méga-feu, avec de multiples foyers simultanés, d'intensité variable, et éloignés les uns des autres", a alerté dans le communiqué Stéphanie Hoffmann, responsable du Centre de traitement Ebola de MSF à Butembo, au Nord-Kivu. La RDC a déclaré mi-mai, avec plusieurs semaines de retard, sa 17e épidémie d'Ebola, une maladie extrêmement meurtrière qui a déjà tué plus de 15.000 personnes en Afrique au cours des 50 dernières années.

Au 2 octobre, l'OMS recensait 4.082 morts pour 8.463 cas depuis l'apparition du virus de souche Bundibugyo, contre laquelle il n'existe encore ni vaccin ni traitement spécifique.

RI

ETHIOPIE

ABIY AHMED RECONDUIT AU POSTE DE PREMIER MINISTRE PAR LE PARLEMENT

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a été reconduit à l'unanimité lundi à la tête du gouvernement fédéral d'Ethiopie par la chambre basse du Parlement issue des législatives de juin, contrôlée à 90% par le Parti de la Prospérité (PP) qu'il a fondé et dirige.

La nomination de M. Abiy, présentée par le PP, a été approuvée à l'unanimité des députés. Abiy Ahmed, Premier ministre depuis 2018, était le seul candidat.

"Abiy Ahmed est nommé Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Ethiopie",

a déclaré Ahmed Shide, ministre des Finances sortant, tout juste élu président de la Chambre des Représentants du Peuple (HoPR), la chambre basse du Parlement, sous les applaudissements des députés.

RI

ACTUALITES INTERNATIONALES

SCIENCE ET HAUTE TECHNOLOGIE

FUITE DE DONNÉES NUMÉRIQUES PLUS DE HUIT MILLIONS DE VICTIMES AU DANEMARK

Le Danemark fait face à une cyberattaque massive après le piratage de son registre national central. Cet incident inédit a compromis les données personnelles de 8,8 millions de personnes, incluant leurs numéros de sécurité sociale. Qualifiée d'extrêmement grave par le gouvernement, l'affaire a conduit l'administration à ouvrir une enquête urgente.

Par Yakout Abina

Le Danemark, souvent présenté comme l'un des pays les plus avancés en matière de numérisation des services publics, est confronté à une importante faille de sécurité. Le registre central des personnes (CPR), qui regroupe les informations des résidents actuels et passés, a été victime d'un accès non autorisé ayant permis la consultation illégale des données de quelque 8,8 millions d'individus. Les informations compromises comprennent notamment les noms, adresses et numéros CPR, l'équivalent du numéro de sécurité sociale. Les autorités danoises ont indiqué que l'intrusion semble avoir été réalisée en détournant l'accès légitime d'une entreprise privée autorisée à consulter la base. L'enquête n'a, pour l'heure, pas permis d'identifier les responsables. Les autorités ont toutefois qualifié l'incident d'extrêmement grave et annoncé le renforcement des dispositifs de sécurité.

Des scandales à répétition

L'affaire danoise vient s'ajouter à une longue série de fuites massives qui ont marqué l'industrie technologique au cours de la dernière décennie. Parmi les cas les plus emblématiques figure celui de Yahoo. Révélée progressivement entre 2016 et 2017, la compromission a finalement concerné l'ensemble des trois milliards de comptes de la plateforme, ce qui en fait l'une des plus importantes violations de données jamais enregistrées. Les pirates ont notamment mis la main sur des noms, des adresses électroniques, des numéros de téléphone et diverses informations d'authentification. Les réseaux sociaux ont eux aussi été durement touchés. En 2018, le scandale Cambridge Analytica a mis en lumière l'exploitation des données de près de 87 millions d'utilisateurs de Facebook à des fins de ciblage politique. L'année suivante, les informations personnelles de plus de 500 millions d'utilisateurs du



réseau social ont de nouveau été exposées en raison de serveurs insuffisamment sécurisés. LinkedIn n'a pas échappé au phénomène. En 2021, les données d'environ 700 millions de membres, soit plus de 80 % des utilisateurs de la plateforme, ont été proposées à la vente sur des forums spécialisés après une collecte massive d'informations accessibles publiquement. Entre 2022 et 2023, plusieurs fuites ont également affecté Twitter, devenu depuis X, exposant les données de plus de 200 millions d'utilisateurs.

À ces affaires s'ajoutent d'autres violations majeures, comme celle d'Equifax en 2017, qui a touché près de 148 millions de personnes, celle de Marriott en 2018 avec plus de 380 millions de dossiers clients compromis, ou encore celle de National Public Data en 2024, dont la fuite aurait concerné

jusqu'à 2,9 milliards d'enregistrements.

Les grandes fuites de données ne se limitent toutefois pas aux informations personnelles. L'affaire WikiLeaks a constitué un tournant majeur dans l'histoire du numérique en révélant, à partir de 2010, des centaines de milliers de documents diplomatiques et militaires confidentiels américains. Bien que ces divulgations diffèrent des violations de données personnelles ayant touché Yahoo ou Facebook, elles ont démontré qu'aucune organisation, y compris parmi les États les plus puissants au monde, n'est à l'abri d'une perte de contrôle de ses informations stratégiques.

Accidents ou stratégie ?

À chaque nouvelle fuite de données, les explications sont souvent les mêmes, une erreur humaine, un pro-

blème informatique ou une attaque de pirates. Pourtant, certains experts estiment que la réalité est parfois plus complexe.

Il serait exagéré de dire que ces fuites sont volontaires. Dans les grandes affaires citées, aucune preuve ne montre que les entreprises ont choisi de divulguer leurs données. En revanche, plusieurs enquêtes ont révélé que certaines organisations connaissaient déjà des failles de sécurité ou avaient ignoré des alertes. L'exemple d'Equifax est souvent cité. La faille utilisée par les pirates était connue et un correctif existait déjà, mais il n'avait pas été appliqué à temps. La vraie question n'est donc pas de savoir si les données ont été divulguées volontairement. Elle est plutôt de comprendre comment les entreprises trouvent l'équilibre entre la sécurité, les coûts et la rapidité de mise en service de leurs outils numériques. Lorsque la sécurité passe au second plan, les conséquences peuvent être très importantes.

Le mythe de l'invulnérabilité technologique

Ces scandales rappellent une réalité trop souvent ignorée, plus notre société se numérise, plus elle concentre des masses de données sensibles au sein de quelques infrastructures stratégiques. Car la technologie, aussi performante soit-elle, n'est jamais invulnérable.

Derrière chaque écran se cachent des failles humaines, des sous-traitants, des erreurs de paramétrage ou des détournements d'accès à l'image du piratage danois, né d'une simple dérive d'habilitation.

La vulnérabilité est donc avant tout organisationnelle et humaine. Face à cet amoncellement de données personnelles, la certitude s'impose le risque zéro n'existe plus. L'enjeu n'est plus d'empêcher l'inévitable, mais d'apprendre à en atténuer les répercussions.

Y.A

CONNECTIVITÉ SÉCURISÉE L'EUROPE DÉVOILE SA STRATÉGIE

Par Salim Nait Ouguelmim

Open Cosmos a présenté hier lundi Connected Cosmos, un ensemble de 192 satellites placés en orbite basse, conçu pour renforcer la souveraineté européenne. L'objectif est de proposer aux États un réseau protégé qui ne repose ni sur les câbles immergés, ni sur les antennes terrestres.

Avec Connected Cosmos, Open Cosmos a levé le voile, ce lundi 5 octobre 2026, sur les contours de sa constellation qualifiée de « souveraine », forte de 192 satellites voués à l'orbite basse et imaginée pour l'Europe. L'entreprise, installée sur le campus britannique de Harwell, dont les lignes de production peuvent fabriquer jusqu'à un satellite par jour, ambitionne plus de 96 engins en orbite avant la fin 2028, puis une couverture mondiale intégrale d'ici 2030. Cette révélation survient quelques semaines après une levée de fonds de 300 millions d'euros, qui positionne la société sur le marché de la connectivité sécurisée sur le Vieux continent, notamment face à Starlink.

L'époque des câbles sous-marins révolue

De nos jours, la majorité des données qui circulent sur la planète passe par des câbles posés au fond des océans ou par des antennes au sol, parfois jugés trop faciles à sectionner ou à

compromettre. Connected Cosmos emprunte la voie opposée grâce aux O-ISL, que l'on peut traduire par « liaisons optiques intersatellites ». Plutôt que de redescendre vers une station terrestre à chaque étape, les données bondissent d'un satellite à l'autre par des signaux lumineux, à la manière d'un témoin transmis de main en main dans une course de relais qui se déroulerait... au-dessus de nos têtes. Les images brutes, flux vidéo ou copies de grandes bases de données circuleraient ainsi en orbite, en évitant les câbles sous-marins compromis et les infrastructures terrestres potentiellement hostiles.

De toute évidence, les propriétés avancées comptent d'autant plus que le brouillage et les cyberattaques constituent une menace croissante, et pour les opérations critiques, la sécurité du réseau est essentielle. Connected Cosmos est d'ailleurs conçu pour résister lorsque les signaux de navigation par satellite, ceux du GPS ou de Galileo, sont brouillés ou perturbés. Tout l'intérêt, pour Open Cosmos, est de proposer aux gouvernements, institutions et entreprises une alternative européenne crédible aux solutions existantes.

Surtout, Open Cosmos estime que l'observation de la Terre et les télécoms doivent être liés. Connec-

ted Cosmos servira de conduit de transmission à ses satellites d'imagerie, qu'ils soient dédiés à un client ou mutualisés au sein d'Open Constellation. Le but est de former une seule chaîne sécurisée, de la donnée brute à l'information prête à éclairer une décision. Le fondateur et PDG de la société installée dans l'Oxfordshire, Rafel Jordà Siquier, affirme que son service « va au-delà de la simple connectivité ».

Il y en aura d'autres

Open Cosmos évoque une constellation de 192 satellites. Rafel Jordà Siquier reconnaît l'annoncer « après une longue attente », mais il prévient aussitôt qu'il ne s'agit que d'un point de départ : « Ces 192 satellites constituent un socle, et non une limite. » Si les clients réclament plus de capacité, l'entreprise promet de la fournir rapidement. Elle réfléchit aussi à ouvrir son réseau à d'autres systèmes européens (peut-être IRIS2 ?), détenus et exploités par d'autres acteurs, qui pourraient s'y brancher, un peu comme plusieurs réseaux partageant la même autoroute, mais chacun garderait ici ses priorités nationales, commerciales ou institutionnelles. Connected Cosmos en serait la pièce centrale, et chaque nouveau venu rendrait l'ensemble « plus solide, plus performant et plus précieux ».

Détail important, Open Cosmos

dispose désormais des moyens de ses premières ambitions. Le 14 septembre, il y a moins d'un mois donc, la société qui fêtait ses dix ans d'existence l'an passé a annoncé une levée de 300 millions d'euros menée par Lightrock, aux côtés notamment d'ETF Partners et de l'Institut Català de Finances. Cet argent doit lui permettre d'étendre sa production en série de satellites et d' étoffer ses services de connectivité et de renseignement. Avec quatre usines en Europe et présente au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal et en Grèce, Open Cosmos revendique plus de 370 millions de dollars de contrats en trois ans et demi, et cinq années consécutives de croissance rentable. Les infrastructures spatiales deviennent « aussi essentielles que l'énergie, les réseaux numériques et les transports », rappelle son patron.

Alors bien sûr, il va faut mettre tous ces satellites en orbite. Les deux premiers ont décollé en janvier à bord d'une fusée Electron de Rocket Lab (pas ultra souveraine, pour le coup), et le prochain lancement est prévu d'ici la fin de l'année. Open Cosmos dit aussi négocier avec plusieurs opérateurs de fusées pour d'autres missions entre fin 2026 et mi-2027, et le rythme devra nettement s'accélérer pour dépasser les 96 satellites en orbite fin 2028.

S.N.O

EVÉNEMENT MÉTÉOROLOGIQUE EXCEPTIONNEL AU JAPON LE PAYS CONFRONTÉE À 37 JOURS DE PLUIE CONSÉCUTIFS

Tokyo, la capitale du Japon, a connu une longue période de pluie ininterrompue de 37 jours. Cette météo exceptionnelle s'est arrêtée durant le week-end, d'après l'annonce faite hier lundi par l'Agence météorologique japonaise.

Par Hamida Indja

Normalement, la saison des pluies dans cette grande ville a lieu au mois de juin. Mais cette année, la capitale japonaise a connu des pluies régulières pendant tout l'été, ce qui a provoqué d'importantes inondations dans plusieurs parties de la région de Tokyo.

La pluie de vendredi a marqué la fin de la plus longue période de jours pluvieux enregistrée dans la ville depuis le début des relevés météorologiques, en 1886, ce qui est tout à fait exceptionnel.

Eri Kawanami, responsable à l'Agence météorologique japonaise, la « JMA », a expliqué que cette longue période de pluie a duré du 27 août au 2 octobre, soit un total de 37 jours d'affilée.

Depuis le début du mois de septembre, il est tombé 696,5 millimètres de pluie à Tokyo, ce qui représente plus de trois fois la quantité habituelle pour cette période de l'année, d'après l'Agence météorologique japonaise.

Cette année, la météo mondiale est également perturbée par le phénomène naturel appelé El Niño. Ce phénomène se produit tous les deux à sept ans et provoque notamment un réchauffement de l'eau dans l'océan Pacifique.

Ces effets se produisent aujourd'hui dans un contexte où les océans se réchauffent durablement à cause des gaz à effet de serre.

L'observatoire européen Copernicus rappelle que la hausse de la température des océans augmente également le risque de phénomènes météorologiques extrêmement violents. En effet, un océan plus chaud apporte davantage de chaleur et d'humidité dans l'air, ce qui rend les tempêtes et les pluies encore plus fortes.

Tokyo n'est pas le seul endroit à avoir connu de longues périodes de pluie. D'autres régions du monde ont déjà enregistré des épisodes pluvieux durant de nombreux jours, voire plusieurs mois.

Par exemple, aux États-Unis, dans l'État d'Hawaï, une station météorologique installée à Manuawili



Ranch a enregistré des précipitations mesurables pendant 331 jours d'affilée entre 1939 et 1940. Toujours aux États-Unis, dans l'Oregon, une période de 79 jours consécutifs avec des précipitations mesurables a été observée près de la ville d'Otis au cours de l'hiver 1997-1998.

En Inde, la capitale New Delhi a elle aussi connu une longue période de pluie. En août 2024, la ville a enregistré des précipitations pendant 13 jours d'affilée, d'après les chiffres du service météorologique indien.

En Australie également, la ville de Sydney a

connu de longues périodes de mauvais temps. Elle a enregistré un record de 16 jours d'affilée avec au moins un millimètre de pluie chaque jour, un record établi en 1943 et atteint de nouveau en 2022.

Tous ces exemples montrent que de très longues périodes de pluie peuvent se produire dans plusieurs régions du monde. Cela peut dépendre des conditions météorologiques et de la situation géographique. Et lorsque ces pluies sont très fortes, elles provoquent des inondations et perturbent le quotidien des habitants.

H.I

UN SCÉNARIO CLIMATIQUE EXTRÊME AUX CONSÉQUENCES EN CHAÎNE QUELS SERAIENT LES CONSÉQUENCES D'UNE ANNÉE ENTIÈRE SOUS LA PLUIE POUR UN PAYS ?

Par Halim Derdar

Imaginez un pays où le ciel ne se dégage jamais. Jour et nuit, pendant douze mois, la pluie tombe sans interruption, parfois sous la forme d'une bruine persistante, parfois avec une forte intensité. Les habitants finissent par ne plus connaître de période sèche, les sols restent constamment détrempés et les cours d'eau ne cessent de monter. Un tel scénario, très improbable à l'échelle d'un pays entier, provoquerait rapidement une succession de catastrophes environnementales, économiques et sanitaires.

Les premières conséquences apparaîtraient probablement dans les heures et les jours suivant le début des précipitations. Les sols pourraient absorber une partie de l'eau, mais leur capacité d'infiltration serait rapidement dépassée, notamment dans les régions urbanisées où les routes, les bâtiments et les parkings empêchent l'eau de pénétrer naturellement dans le sol. Les rues se transformeraient alors en véritables torrents. Les réseaux d'évacuation des eaux pluviales, conçus pour faire face à des épisodes exceptionnels mais limités dans le temps, seraient saturés.

Les rivières et les oueds connaîtraient une montée continue. Dans les vallées et les plaines, les débordements deviendraient fréquents, avant de se transformer en inondations généralisées. Les barrages pourraient jouer un rôle essentiel en stockant temporairement une partie des volumes reçus, mais leurs capacités ne sont pas illimitées. Une année de précipitations continues imposerait des lâchers d'eau importants afin de préserver leur sécurité, ce qui pourrait aggraver les inondations en aval.

Après quelques semaines, les conséquences sur les sols deviendraient considérables. Un terrain saturé en eau ne peut plus absorber efficacement les nouvelles précipitations. Dans les zones montagneuses, l'excès d'humidité fragiliserait les pentes et augmenterait fortement le risque de glissements de terrain, d'éboulements et de coulées de boue. Des routes pourraient être coupées, des ponts endommagés et certaines localités isolées pendant de longues périodes. L'agriculture serait également frappée de plein fouet. Les plantes ont besoin d'eau, mais un excès prolongé est tout aussi dangereux qu'une sécheresse. Les racines privées d'oxygène finiraient par pourrir, tandis que les maladies provoquées par les champignons et les bactéries se multiplieraient. Les cultures céréalières, maraîchères et fruitières subiraient des pertes considérables. Les récoltes pourraient être impossibles dans de nombreuses régions, tandis que les machines agricoles ne pourraient plus accéder aux champs transformés en terrains boueux. Le bétail ne serait pas épargné. Les pâturages

gorgés d'eau deviendraient difficiles à exploiter et la qualité de l'alimentation animale pourrait se dégrader. L'humidité permanente favoriserait également certaines infections. Dans les zones où les infrastructures agricoles seraient détruites ou rendues inutilisables, l'approvisionnement alimentaire deviendrait progressivement plus compliqué.

Les conséquences économiques s'accumuleraient rapidement. Les infrastructures routières et ferroviaires seraient soumises à une pression exceptionnelle. Les voies ferrées pourraient être déformées ou endommagées, tandis que les routes seraient affectées par les affaissements et l'érosion. Les aéroports pourraient fonctionner de manière perturbée et les ports seraient confrontés à des conditions météorologiques difficiles. Une partie des échanges commerciaux pourrait ainsi être ralentie ou interrompue.

L'électricité et les télécommunications seraient elles aussi menacées. Les inondations pourraient endommager les transformateurs, les postes électriques et certains réseaux souterrains. Des coupures prolongées pourraient toucher des millions de personnes. Les antennes et les installations de communication exposées aux vents, aux glissements de terrain ou aux crues pourraient également être affectées.

Dans les villes, la vie quotidienne deviendrait progressivement très difficile. Les logements situés dans les zones basses seraient particulièrement vulnérables. Les caves, parkings souterrains et rez-de-chaussée pourraient être régulièrement envahis par l'eau. Les services de secours devraient intervenir continuellement pour évacuer les habitants, protéger les infrastructures essentielles et distribuer de l'eau potable, des médicaments et des produits alimentaires. La question sanitaire deviendrait rapidement centrale. Les eaux de crue peuvent transporter des eaux usées, des déchets, des produits chimiques et divers agents pathogènes. Lorsque les systèmes d'assainissement sont submergés, le risque de contamination des réserves d'eau potable augmente. Des maladies liées à l'eau pourraient alors se propager, tandis que l'humidité permanente favoriserait également les moisissures dans les bâtiments. Les problèmes respiratoires et certaines infections pourraient devenir plus fréquents.

Une autre conséquence moins immédiate concernerait les moustiques et d'autres insectes. La multiplication des eaux stagnantes créerait de nombreux sites favorables à leur reproduction. Selon les espèces présentes et les conditions locales, certaines maladies transmises par les moustiques pourraient ainsi progresser. Les autorités sanitaires devraient renforcer considérablement la surveillance et les opérations de lutte contre les vecteurs. La nature elle-même connaîtrait des bouleverse-

ments majeurs. Certaines zones humides pourraient s'étendre, mais les écosystèmes terrestres ne supporteraient pas tous une saturation permanente des sols. Des arbres pourraient tomber sous l'effet de l'érosion ou de l'affaiblissement de leurs racines. Les populations animales seraient contraintes de modifier leurs déplacements et leurs habitats. Dans les cours d'eau, l'augmentation du débit et la forte quantité de sédiments pourraient également perturber les poissons et les organismes aquatiques.

Le phénomène aurait aussi des conséquences sur le littoral. Les fleuves transporteraient d'énormes quantités d'eau douce et de sédiments vers la mer. Dans les estuaires, la modification de la salinité pourrait perturber certains écosystèmes. Dans les zones côtières basses, les fortes précipitations combinées aux tempêtes et à une éventuelle élévation du niveau marin aggraverait les risques d'inondation.

Au bout de plusieurs mois, un pays confronté à une telle situation devrait probablement réorganiser une grande partie de son fonctionnement. Certaines populations pourraient être déplacées temporairement ou durablement vers des zones moins exposées. Les autorités devraient établir des corridors sécurisés, renforcer les digues, multiplier les stations de pompage et protéger les installations indispensables au fonctionnement de l'État et de l'économie.

Mais tout dépendrait de la quantité de pluie réellement reçue. Une pluie légère et régulière n'aurait évidemment pas les mêmes effets qu'un déluge permanent. La nature des sols, le relief, la présence de forêts, la capacité des barrages, la qualité des réseaux d'assainissement et l'état des infrastructures détermineraient également l'ampleur des dégâts. Un pays montagneux, un territoire désertique ou une région tropicale ne réagiraient pas de la même manière. Après douze mois, même si la pluie cessait enfin, les problèmes ne disparaîtraient pas immédiatement. Les sols resteraient saturés, les infrastructures endommagées devraient être reconstruites et certaines terres agricoles pourraient mettre plusieurs saisons à retrouver leur équilibre. Les réserves alimentaires, les finances publiques et les chaînes d'approvisionnement auraient été profondément affectées. Une année entière de pluie ne signifierait donc pas simplement vivre sous un ciel gris pendant douze mois. Ce serait un bouleversement global du fonctionnement d'un pays. L'eau, indispensable à la vie, deviendrait progressivement une menace lorsqu'elle ne peut plus être absorbée, stockée ou évacuée. Ce scénario rappelle ainsi une réalité fondamentale du climat : ce n'est pas seulement l'absence d'eau qui peut provoquer une catastrophe, mais aussi son accumulation excessive, surtout lorsqu'elle dépasse durablement les capacités naturelles et humaines à y faire face.

H.D

HANDICAP AUDITIF

UN COLLOQUE PLAIDE POUR UNE LANGUE DES SIGNES ALGÉRIENNE UNIFIÉE

Réunis lundi au pôle de Tamda de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), à l'occasion du premier colloque national baptisé « Pour l'émergence d'une Langue des Signes Algérienne (LSA) efficace et pratique », les intervenants ont défendu l'idée d'une langue des signes algérienne spécifique, homogène et codifiée, à même de répondre aux attentes de toute la communauté nationale.

Par Kahina Baghdad

La mise au point d'un lexique unifié de la langue des signes algérienne, tenant compte de la réalité linguistique du pays, constitue un véritable enjeu d'inclusion et de compréhension mutuelle entre les wilayas. Des écarts existent entre les différentes régions et groupes linguistiques du pays, d'où l'impératif d'instaurer une langue normalisée, a fait remarquer la présidente du comité scientifique du colloque, Pr. Ouarda Metref.

Le président du colloque, Dr. Izemrane Abdelatif, médecin orthophoniste et enseignant-chercheur à l'UMMTO, a mis en avant, lors de l'ouverture de la rencontre, que ce colloque a pour objectif de poser les jalons de l'élaboration d'un lexique de la langue des signes proprement algérienne et unifiée. « L'objectif de ce colloque est de poser les bases d'une langue des signes qui soit notre langue, partagée sur tout le territoire, pour créer une langue efficace et pratique sur le terrain. Il existe 300 langues des signes dans le monde, alors pourquoi ne pas créer la nôtre ? », a-t-il affirmé.

Des démarches ont déjà été entreprises : trois rencontres avec le ministère de la Solidarité nationale pour l'élaboration d'un dictionnaire algérien, des coopérations avec les laboratoires des universités de Blida et de Tlemcen, ainsi que plusieurs colloques, a rappelé le président de l'Association nationale des personnes en situation de handicap auditif, M. Mohamed Benabdallah.

D'après lui, l'Algérie compte aujourd'hui plus de 4500 enfants porteurs d'implants cochléaires. Si le nombre de centres d'implantation se multiplie progressivement pour atteindre une quinzaine aujourd'hui, et d'autres sont en projet, « la langue des signes, elle, reste fragmentée », a-t-il déploré, en insistant sur la nécessité de doter le pays d'un référentiel linguistique des signes



qui nous soit propre.

L'événement, qui a réuni des personnes en situation de handicap auditif, des interprètes, des éducateurs, des chercheurs, des médecins et des représentants d'associations, a également été l'occasion d'examiner le rôle de l'interprète en langue des signes.

La revalorisation de son statut et la généralisation de la formation à la langue des signes ont été largement évoquées, dans le but d'améliorer la communication, notamment au sein des

institutions publiques et privées, au bénéfice des personnes souffrant de surdité.

Les travaux du colloque, qui se poursuivront demain mardi, s'articulent autour de trois axes, à savoir, « l'état des lieux de la LSA, ses fondements théoriques et conceptuels », « le développement de la LSA à l'université (formations, recherche) » et « l'intelligence artificielle et les outils numériques au service des usagers ».

K.B

OCTOBRE ROSE INTENSIFICATION DE LA CAMPAGNE DE DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER DU SEIN ET DU COL DE L'UTÉRUS À RELIZANE

La Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Relizane intensifie ses activités de sensibilisation et ses actions médicales de proximité consacrées au dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, dans le cadre des activités d'« Octobre rose 2026 », a-t-on appris lundi auprès de cette direction.

La DSP a indiqué que ces activités s'inscrivent dans le cadre des orientations du ministère de tutelle visant à renforcer le travail de proximité et à élargir l'accès aux campagnes de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus à travers les différentes régions de la wilaya.

Dans ce cadre, un riche programme a été élaboré, comprenant l'organisation de plusieurs activités au niveau de l'ensemble des établissements publics hospitaliers et des établissements de santé de proximité, ainsi que la mise en place de caravanes médicales mobiles au profit des femmes des villages et des zones rurales.

L'objectif est de rapprocher les services de santé des populations concernées et de leur assurer des examens gratuits, tout en leur prodiguant des conseils et des orientations et en les informant sur les moyens de prévention et de dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus.

Chaque établissement de santé de la wilaya a également élaboré son propre programme, en fonction des spécificités de chaque région, prévoyant notamment des journées consacrées au dépistage et à la sensibilisation, a ajouté la même source.

La DSP a précisé que l'opération est encadrée par une équipe composée de médecins généralistes et spécialistes, de sages-femmes et de psychologues.

Le programme prévoit également des sor-

ties sur le terrain en milieu scolaire afin de promouvoir la culture de la prévention auprès des élèves et des personnels éducatifs, ainsi que la diffusion d'émissions de sensibilisation sur les ondes de la Radio régionale de Relizane consacrées au cancer du sein et du col de l'utérus.

Durant les activités d'"Octobre rose", des journées de formation seront organisées au profit des médecins et des sages-femmes sur les méthodes les plus récentes de dépistage et de détection précoce, afin de renforcer leurs compétences dans la prise en charge des cas suspects et d'assurer une

prise en charge précoce des patientes, a souligné la même source.

De leur côté, les associations "Badr" et "Sanad", œuvrant en faveur des malades du cancer dans la wilaya de Relizane, ont lancé des campagnes de sensibilisation visant à informer sur la gravité de cette maladie et sur l'importance du dépistage précoce, présenté comme l'un des principaux moyens de prévention et contribuant également à améliorer les taux de guérison, ont affirmé respectivement les présidentes des deux associations, Bedra Benadda et Kheira Abou.

RS

DÉPISTAGE AU PROFIT DES DÉTENUES À SAÏDA

Des examens médicaux de dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus ont été effectués, lundi au centre spécialisé pour femmes de Saïda, relevant de la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, au profit des détenues et du personnel, dans le cadre de la campagne de sensibilisation "Octobre rose", a-t-on appris auprès de l'établissement hospitalier spécialisé Hamdane-Bekhtha.

Selon la même source, cette opération, organisée par l'établissement hospitalier spécialisé, a mobilisé une équipe médicale et paramédicale composée de deux médecins généralistes et de deux sages-femmes, qui se sont déplacées au centre spécialisé pour femmes de Saïda afin d'effectuer les examens médicaux nécessaires au profit des détenues et des employées.

Cette initiative permet de détecter précocement d'éventuels cas nécessitant un suivi et une prise en charge médicale, a-t-on souligné.

Lors de cette opération, des examens de dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus ont été effectués et des conseils et des orientations médicales ont été prodigués aux bénéficiaires, en mettant l'accent sur l'importance d'un suivi de santé régulier et la nécessité de consul-

ter en cas d'apparition de symptômes ou de signes nécessitant une prise en charge, a précisé la même source. Cette initiative a également constitué une occasion de sensibiliser les femmes à l'importance de la prévention et du dépistage précoce, à travers l'information sur les facteurs de risque et la nécessité d'un suivi médical régulier, ce qui contribue au diagnostic des maladies à un stade précoce et améliore les possibilités de prise en charge et de traitement, selon la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de prévention de l'établissement hospitalier spécialisé Hamdane-Bekhtha, visant à rapprocher les services de santé et de sensibilisation des différentes catégories de la population et à renforcer les actions de proximité dans le domaine de la prévention des maladies cancéreuses, a-t-on indiqué.

A noter que les activités du mois "Octobre rose" se poursuivent à travers l'organisation de journées médicales et de sensibilisation visant à promouvoir la culture du dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus et à encourager les femmes à bénéficier d'examens médicaux réguliers.

RS

EN PRÉVISION DU MATCH AMICAL D'AUJOURD'HUI FACE AU NIGER LE VOLET TACTIQUE AU PROGRAMME DES ENTRAÎNEMENTS

La sélection algérienne de football a bénéficié, dimanche, d'une nouvelle séance d'entraînement, consacrée essentiellement au volet tactique, en prévision de sa prochaine rencontre amicale face au Niger, prévue mardi (18h00) au stade "Hocine Aït-Ahmed" de Tizi-Ouzou, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

La séance effectuée sur l'une des pelouses du Centre technique national de Sidi Moussa, a permis au sélectionneur national, Brahim Hemdani, de mettre en place plusieurs principes de jeu et aspects tactiques, avec notamment des exercices visant à peaufiner le jeu collectif de l'équipe.

Cette séance a vu la participation de l'ensemble des joueurs présents, dans une ambiance studieuse et concentrée.

La sélection nationale effectuera une dernière séance d'entraînement cet après-midi, toujours au CTN de Sidi Moussa, avant de prendre la route en direction de Tizi-Ouzou.

A l'issue des deux premières journées des qualifications à la



CAN-2027, soldées par une victoire face à la Zambie (3-1) et un nul devant le Burundi (2-2), l'Algérie occupe la première place du groupe I avec quatre points, devant la Zambie et le Togo (3 points), tandis que le Burundi compte un point.

La sélection nationale retrouvera les qualifications en novembre prochain, avec une double confrontation face au Togo, d'abord à domicile, puis à Lomé, dans le cadre des troisième et quatrième journées, programmées du 9 au 17 novembre. Pour rappel, les deux premiers de chaque groupe décrocheront leur billet pour la phase finale de la CAN-2027, prévue du 19 juin au 17 juillet 2027 au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie.

RA

FOOTBALL / TRANSFERTS

MAHREZ À DOHA POUR S'ENGAGER AVEC AL-SHAMAL

L'international algérien Riyad Mahrez est arrivé, hier lundi, dans la capitale qatarie, Doha, en vue de finaliser son transfert au club d'Al-Shamal, pensionnaire de la Qatar Stars League, dans le cadre d'un transfert libre, à l'issue de son expérience avec le club saoudien d'Al-Ahli, rapportent des médias locaux.

Mahrez devrait passer la visite médicale avant de signer son contrat et de voir son arrivée au sein de la formation qatarie officiellement annoncée. Il entamera ainsi une nouvelle étape dans une carrière professionnelle riche en titres et en distinctions. Le club d'Al-Shamal compte également dans ses rangs l'international algérien Baghdad Bounedjah.

L'arrivée de Mahrez à Al-Shamal devrait apporter au club qatari un plus sur le plan technique ainsi qu'une grande expérience, au regard du parcours du joueur au plus haut niveau européen et continental.

A 35 ans, Mahrez va poursuivre sa carrière dans le Golfe après trois saisons passées sous les couleurs d'Al-Ahli, avec lequel il a remporté la Ligue des champions d'Asie Elite lors de deux saisons consécutives, en 2024-2025 et 2025-2026. Il devrait poursuivre ainsi sa carrière au Qatar après avoir connu des années particulièrement riches en Angleterre avec Leicester City et Manchester City.

Mahrez avait entamé sa carrière professionnelle au Havre AC, avant de rejoindre Leicester City en janvier 2014. Il a contribué à la montée du club en Premier League, avant d'entrer dans l'histoire lors de la saison 2015-2016, en participant au

sacre des " Foxes" en championnat d'Angleterre, le premier titre de champion de l'histoire du club. La même saison, l'Algérie avait été désigné meilleur joueur du championnat anglais par l'Association des footballeurs professionnels (PFA).

A l'été 2018, Mahrez rejoint Manchester City, où il connaît l'une des périodes les plus fastes de sa carrière. Avec les " Citizens", il remporte quatre titres de champion d'Angleterre, deux Coupes d'Angleterre, trois Coupes de la Ligue, deux Community Shields ainsi que la Ligue des champions lors de la saison 2022-2023, avant de quitter le club au terme de cinq saisons marquées par de nombreux trophées.

Sur le plan international, Mahrez a porté pour la première fois le maillot de l'équipe nationale algérienne en 2014 et a participé la même année à la Coupe du monde au Brésil. Il a également été l'un des principaux artisans du sacre des Verts à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019 en Egypte, remportée par l'Algérie pour la deuxième fois de son histoire après sa victoire en finale face au Sénégal (1-0), grâce à un but de Baghdad Bounedjah, l'actuel capitaine d'Al-Shamal.

Mahrez a en outre été sacré meilleur joueur africain de l'année 2019.

Au fil des années, Mahrez a poursuivi sa présence avec la sélection algérienne, dont il est devenu l'un des cadres et des leaders, portant également le brassard de capitaine à plusieurs reprises. Il faisait partie de l'effectif algérien lors de la Coupe du monde 2026, à l'occasion du retour des Verts au rendez-vous mondial après leur dernière participation au Mondial 2014 au Brésil.

Mahrez a également marqué de son empreinte l'histoire des participations algériennes à la Coupe du monde, avec deux buts inscrits lors du Mondial 2026, face à l'Autriche (3-3). Il rejoint ainsi Salah Assad, Islam Slimani et Abderrahmane Djabou parmi les joueurs algériens ayant inscrit le plus de buts dans l'histoire de la compétition.

Avec son arrivée attendue à Al-Shamal, Mahrez s'apprête donc à ouvrir une nouvelle page de sa carrière, après avoir évolué en France, en Angleterre et en Arabie saoudite et remporté plusieurs titres nationaux et continentaux avec ses différents clubs, ainsi qu'un titre continental avec la sélection algérienne, s'imposant au fil des années comme l'un des joueurs algériens et arabes les plus en vue de la dernière décennie.

RS

CYCLISME / GRAND PRIX INTERNATIONAL D'ALGER (1RE ÉTAPE)

VICTOIRE DU POLONAIS VAN DER TUUK

Le cycliste polonais Danny Van Der Tuuk, sociétaire de l'équipe espagnole "Euskaltel-Euskadi", a remporté la première étape du Grand Prix International de la Ville d'Alger, disputée lundi, entre Rouiba-Zemmouri (wilaya de Boumerdès)-Rouiba, sur une distance de 115.12 Km.

Il s'est imposé en 2h07:58, devant son coéquipier chez "Euskaltel-Euskadi", l'Espagnol Iker Claver Mintigui au moment où le Belge Gianni Marchand, de l'équipe "Tarteletto Isorex" a complété le podium, avec le même temps que le vainqueur.

Le premier algérien à franchir la ligne d'arrivée a été le jeune Anes Riahi, de l'équipe "Madar Pro-Team", entré en quatrième position, avec un chrono de 2h08:33, s'emparant par la même occasion du maillot blanc du meilleur jeune.

Ses compatriotes, Hamza Amari (Madar Pro-Team), Oussama Mimouni (Madar Pro-Team) et Azzedine Lagab (MC Alger) sont entrés respectivement aux 9e, 10e et 11e place, avec le même temps que lui (2h08:33).

A l'issue de cette première étape, Van Der Tuuk s'empare du maillot jaune de leader, ainsi que du

maillot vert à rayures, destiné au meilleur sprinter, au moment où son coéquipier chez "Euskaltel-Euskadi", Iker Claver Mintigui s'est adjugé le maillot à pois, destiné au meilleur grimpeur.

Quatre-vingt-treize (93) coureurs, de 18 équipes ont pris le départ de cette première étape du Grand Prix International de la ville d'Alger, organisé du 5 au 7 octobre sur un parcours global de 605 Km, et inscrit au calendrier de l'Union Cycliste internationale (UCI) en catégorie 2.2.

La deuxième étape, prévue le mardi 6 octobre, sur une distance de 134.52 kilomètres, mènera le peloton de Bab El Oued à Zéralda, en passant par Tipasa.

La troisième et dernière étape se déroulera sous forme d'une course en circuit fermé, tracé dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (11.41 km x 10 tours), où le peloton empruntera les grands boulevards de la ville, notamment le grand boulevard périphérique reliant les pôles résidentiels et le pôle universitaire.

Le Grand Prix cycliste international de la ville d'Alger a été précédée par la "Classique Djamaa El Djazair" dont la victoire finale s'est revenue au cy-

cliste belge Timothée Dupont, sociétaire de l'équipe continentale "Tarteletto Isorex".

Parmi les équipes engagées, et outre la sélection algérienne, on retrouve sept sélections nationales : Oman, Tunisie, Cameroun, Bénin, Ethiopie, Mali et Arabie saoudite, ainsi que sept formations étrangères très habituées à participer au Tour d'Algérie, à savoir "Global Cycling Team" des Pays-Bas, l'équipe allemande "Embrace The World Team", la formation belge "Tarteletto-Isorex" et l'équipe lituanienne "Energus Cycling Team".

Outre ces sélections et formations étrangères, plusieurs autres équipes locales participeront à la compétition, telles que la formation continentale "Madar Pro Cycling Team", le MC Alger, Majd El Guerrara et le Club cycliste de Khemis Miliana.

La course finale, dénommée Classique de la capitale, se déroulera le 9 octobre en boucle urbaine (11,2 km x 11 tours) dans la wilaya d'Alger où les coureurs auront à parcourir le boulevard Zighoud-Youcef, l'avenue Pasteur, la place des Martyrs, ainsi que les accès menant à la Basse Casbah et au boulevard Che-Guevara.

RS

LITTÉRATURE

LES LAURÉATS DU GRAND PRIX ASSIA DJEBAR CONNUS JEUDI PROCHAIN

La cérémonie finale de la 8e édition du Grand Prix Assia Djebbar du Roman aura lieu jeudi prochain au Centre international de conférences « Abdelatif Rahal » à Alger.

Par Malek Gaya

Cette cérémonie littéraire, organisée tous les deux ans, met à l'honneur l'élite des lettres algériennes et attire l'attention des créateurs, des intellectuels et des maisons d'édition, en Algérie comme à l'étranger. La liste des romans finalistes pour cette édition a été annoncée le 14 septembre dernier à Alger. Elle compte une short liste de 9 œuvres, réparties équitablement entre les trois langues arabe, amazighe et française.

Présidé par le poète et traducteur Miloud Hakim, le jury a retenu « A'rach Ed'dem » de Hocine Aalam, « Er'rafrat » de Sarah Mohamed Maariche et « Aam Arrehma » de Khier Chouar (langue arabe), « D Asderfey » (Tâtonnement) de Chabha Ben Gana, « Tighri n Tudert » (Le cri de la vie) de Siham Harikenchikh et « Aggus » (La ceinture) de Farida Sahoui (langue amazighe), ainsi que « Par tout le même ciel » de Hajar Bali, « Aménorrhée » de Sarah Haidar et « Ce que la mort m'a pris de toi » de Hosni Kitouni (langue française). Sélectionnées parmi 155 romans

présentés dans les trois langues à cette 8ème édition, les œuvres de la short liste partagent des thématiques communes. Il s'agit notamment de la mémoire, de l'histoire et des mutations sociales que traverse l'Algérie, avec un accent particulier mis sur le roman historique, selon le jury.

Le jury, outre son président, réunit dix membres : le sociologue Mustapha Madi, le spécialiste en littérature populaire Hamid Bouhabib, l'écrivaine Maïssa Bey, le président de l'Académie algérienne de la langue arabe Cherif Meribai, l'écrivaine Meriem Guemache, la romancière Leïla Hammoutène, le poète Ahcene Mariche, le chercheur en langue amazighe Kouceila Alik et le poète et traducteur Idir Bellali.

La septième édition du prix, tenue en 2024, avait distingué Inam Beyoud pour son œuvre en langue arabe « Houaria », El Hachemi Kerache pour son roman en langue amazighe « 1954, Talalit n ussirem », et Abdelaziz Otmani, récompensé pour son roman en langue française « La lune en miettes ».

Organisé par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), ce prestigieux



prix littéraire, nommé en hommage à l'écrivaine et universitaire algérienne Assia Djebbar (1936-2015), a pour objectif de récompenser la meilleure œuvre romanesque écrite

dans les deux langues nationales, arabe et amazighe, ainsi qu'en langue française.

M.G

UN NOUVEL ACQUIS POUR LE SAVOIR
CRÉATION À SÉTIF
D'UNE ECOLE
NATIONALE
SUPÉRIEURE D'OPTIQUE
ET DE GÉNIE

Une Ecole nationale supérieure d'optique et de Génie a été créé dans la wilaya de Sétif, afin de renforcer la formation spécialisée dans ce domaine, a-t-on appris lundi auprès du recteur de l'Université Ferhat Abbas (Sétif 1), le professeur Mohamed El Hadi Latreche.

Le décret exécutif n 26-305 du 10 Rabie El Thani 1448, correspondant au 22 septembre 2026, portant création de l'Ecole nationale supérieure d'optique et de Génie, a été publié au Journal officiel n 69, a précisé le professeur Latreche dans une déclaration à l'APS, ajoutant qu'avec la création de cet établissement d'enseignement, le nombre d'institutions universitaires dans la wilaya s'élève désormais à quatre.

Il a également indiqué que la création de cette Ecole nationale supérieure vient couronner le processus de promotion de l'Institut d'optique et de mécanique de précision affilié à l'Université de Sétif 1, dont la création remonte à 1978, coïncidant avec l'ouverture, pour la première fois, du centre universitaire de Sétif et ce, dans le cadre d'un partenariat international avec les universités allemandes d'Iéna et d'Ilmenau.

A cette occasion, le même responsable a salué cette réalisation, appelant l'ensemble de la communauté universitaire de la ville universitaire de Sétif à se mobiliser autour de ce nouvel établissement et à lui apporter le soutien nécessaire pour réussir son entrée en service dans les meilleures conditions, au service de l'intérêt général.

Il convient de rappeler que l'Université Sétif 1 compte 5 facultés et 3 instituts, tels que la Faculté de technologie, la Faculté des sciences, l'Institut d'architecture et des sciences de la Terre, ainsi que l'Institut des sciences et techniques des matériaux, en plus de 47 laboratoires de recherche scientifique dans diverses spécialités et d'un incubateur d'entreprises.

RS

JOURNÉE ARABE DE L'HABITAT
LES LOGEMENTS À L'EST DU PAYS
RÉSUMÉS DANS UNE EXPO

Les wilayas de l'Est du pays ont célébré, lundi, la Journée arabe de l'habitat, qui coïncide avec le premier lundi du mois d'octobre de chaque année, à travers l'organisation de plusieurs expositions mettant en exergue les réalisations enregistrées dans le secteur du logement ainsi que les projets programmés dans la région, sous le thème : "Résilience communautaire : bâtir des communautés capables de s'adapter".

Dans la wilaya de Khenchela, l'inspecteur général de la wilaya, Fethi Elaïmeche, a présidé, à la maison de la culture Ali Souaihi, les cérémonies marquant cette journée, en présence des autorités locales et des représentants des différents secteurs concernés.

Lors de sa visite des stands de l'exposition organisée à cette occasion, il a suivi des explications détaillées fournies par les responsables du secteur sur l'état d'avancement des travaux des différents projets de logements, toutes formules confondues, avec un éclairage particulier sur les efforts consentis en vue de promouvoir le cadre de vie des citoyens.

Le directeur du logement de la wilaya de Khenchela, Kamel Amiri, a indiqué que 6.726 unités de logement étaient actuellement en cours de réalisation, avec des taux d'avancement des travaux variables d'un projet à l'autre.

Il a également fait état de 380 unités dont les travaux sont à l'arrêt, tandis que le lancement des travaux de réalisation de 8.306 logements est attendu dès

l'achèvement de l'ensemble des procédures administratives requises.

A Guelma, la célébration de cette journée a été marquée par l'organisation d'une exposition diversifiée, à laquelle ont pris part l'ensemble des organismes en relation avec le secteur de l'habitat, ainsi que des bureaux d'études et des unités de production spécialisées dans le domaine de la construction.

Le directeur du logement, Massoud Fekhar, a indiqué, lors des explications présentées au wali, Samir Chibani, à l'occasion de sa visite des stands de l'exposition organisée à la maison de jeunes scientifique "Salah Boubnider", au chef-lieu de wilaya, que 2.250 unités de logement relevant de la formule de location-vente du nouveau programme "AADL 3" étaient actuellement en cours de réalisation.

Il a précisé que l'ensemble des chantiers consacrés à ce programme évoluaient à un rythme satisfaisant, dans un contexte marqué par la mobilisation de toutes les facilités et conditions nécessaires au profit des entreprises de réalisation, afin de leur permettre d'achever les projets qui leur ont été confiés dans les délais contractuels convenus.

Dans la wilaya de Sétif, plusieurs expositions ont été organisées dans le hall de la maison de la culture Houari Boumediene, où ont été présentés les différents projets de logements dont la wilaya a bénéficié au cours des dernières années, avec la participation de l'ensemble des organismes et institu-

tions activant dans le secteur.

Le parc immobilier de cette wilaya compte, jusqu'à l'année en cours, 483.770 unités de logement, avec un taux d'occupation moyen de 4,44 personnes par logement, selon les données recueillies auprès de la direction locale du logement.

A Ouled Djellal, le wali, Abderrahmane Dehimi, a présidé, en présence des autorités locales et des services de sécurité, les cérémonies marquant cette journée. Après avoir visité les stands d'une exposition consacrée au secteur du logement, organisée à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle "Smati Bouzid", il a suivi des explications présentées par les directeurs du logement, des équipements publics, de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, ainsi que par les responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilière, sur la situation des différents projets de logements dans la wilaya.

En marge de l'exposition organisée à la maison de la culture "M'barek El Mili" de la wilaya de Mila à l'occasion de cette journée, le directeur local du logement, Bilal Mezaini, a indiqué que ses services se préparaient au lancement des travaux de réalisation de 10.187 logements, toutes formules confondues. Il a également souligné que les travaux de construction de plus de 8.700 unités de logement, relevant de différentes formules, étaient actuellement en cours dans plusieurs communes de la wilaya.

RS

C'EST AINSI EN UKRAINE LE RÉGIME DE KIEV FORME DES ORPHELINS AU SERVICE MILITAIRE

Il semblerait que le régime néonazi ukrainien commence à recruter de jeunes orphelins, dans le but de les endoctriner pour qu'ils acceptent de mourir au combat – tout comme leurs parents.

Par Lucas Leiroz de Almeida
In mondialisation.ca

Un article récent publié par un grand journal occidental a révélé que les autorités du pays formaient des orphelins à une carrière militaire, ce qui, dans l'Ukraine d'aujourd'hui, revient à devenir de la chair à canon dans le bourbier des lignes de front.

Cet article a été publié par le Washington Post, qui cite des sources proches des affaires militaires ukrainiennes. Le texte indique que des écoles proposant un système éducatif mixte, à la fois civil et militaire, sont en train d'être créées en Ukraine. Ces établissements fonctionnent sous la forme de programmes en internat d'une durée de deux ans où, parallèlement aux méthodes d'enseignement traditionnelles, les enfants suivent un entraînement militaire intensif. Selon ces sources, l'objectif est d'offrir aux élèves une expérience qui serait « à mi-chemin entre un accompagnement psychologique après un deuil et un camp d'entraînement militaire ».

Selon certaines sources, ces écoles orientent ouvertement les élèves vers des carrières militaires.

D'après l'article, cette politique découle du besoin désespéré du régime de disposer de ressources humaines militaires pour compenser les lourdes pertes subies en permanence sur le champ de bataille. Afin d'éviter que ces soldats ne s'éloignent de la vie militaire en grandissant et ne choisissent d'autres voies professionnelles, le régime les recrute très tôt, en tentant de les persuader de partir en guerre contre la Russie.

« [L']école les canalise vers les services de sécurité ukrainiens, qui ont désespérément besoin de recrues, aux côtés de centaines d'autres cadets dans les nouvelles académies gouvernementales destinées aux enfants encore très jeunes des combattants tombés au combat », peut-on lire dans l'article.

L'article cite également des chiffres



officiels publiés par l'armée, indiquant que l'Ukraine a besoin d'environ 30 000 nouvelles recrues chaque mois. Sans ces effectifs, il devient impossible pour le régime de reconstituer ses rangs, compte tenu du taux élevé de pertes parmi les soldats engagés dans des opérations de combat. Les autorités locales affirment qu'il n'y a « aucune pression » exercée sur les jeunes Ukrainiens pour qu'ils embrassent une carrière militaire, mais cela est tout simplement faux – les écoles d'entraînement intensif destinées aux jeunes orphelins témoignent du désespoir du régime à trouver de nouvelles recrues.

L'article aborde également les mensonges du régime concernant le bilan des victimes. Comme l'ont révélé des journalistes et leurs sources, le nombre d'orphelins dépasse de loin le nombre de victimes officiellement déclaré, ce qui montre clairement que les autorités continuent de dissimuler les

chiffres réels. En effet, le régime se contredit en mentant sur le nombre de victimes tout en divulguant des données sur les orphelins.

« Officiellement, l'Ukraine fait état d'environ 55 000 morts dans la guerre et d'environ 114 000 disparus. Mais les organisations humanitaires affirment que ces chiffres sont loin de refléter le nombre d'enfants ayant perdu au moins un de leurs parents », ajoute le texte.

En réalité, rien de tout cela n'est nouveau. Le recrutement d'orphelins est une pratique courante en Ukraine depuis 2014, lorsque des bataillons néonazis – tels que Azov, Pravyi Sektor, S14 et d'autres milices – ont commencé à recruter de nouveaux membres dans les orphelinats ukrainiens.

Aujourd'hui, cette pratique se répète, mais en ciblant cette fois les enfants des anciens combattants tombés au combat. De plus, le recrutement ne

se limite plus aux bataillons fascistes ; il est désormais mené directement par les forces armées régulières ukrainiennes.

Cela reflète en effet le désespoir du régime fasciste ukrainien. Les enfants constituent la nouvelle cible du régime ; mais celui-ci vise également les femmes, les personnes en situation de handicap et d'autres groupes historiquement exemptés du service militaire. L'objectif est simplement de reconstituer les effectifs, étant donné qu'en moyenne, plus d'un millier d'Ukrainiens meurent chaque jour sur les lignes de front – le conflit ayant des conséquences démographiques considérables pour l'Ukraine. Certaines estimations font même état de jusqu'à 2 millions de victimes, malgré les chiffres officiels ukrainiens trompeurs qui suggèrent le contraire.

Historiquement, les orphelins ont toujours fait partie des groupes sociaux les plus vulnérables et, par conséquent, les plus faciles à endoctriner avec des idéologies fondées sur la haine. Les enfants qui ont perdu leurs parents lors du conflit avec la Russie deviennent des cibles faciles pour les troupes ukrainiennes qui cherchent à les convaincre de haïr les Russes et de sacrifier leur propre vie en combattant contre Moscou. Il est prévisible que bon nombre de ces jeunes s'engagent volontairement dans l'armée avant même d'avoir atteint l'âge minimum requis pour la conscription obligatoire. Une haine irrationnelle de la Russie – dépourvue d'une compréhension adéquate des circonstances qui ont conduit au conflit – aura inévitablement pour conséquence que la plupart de ces jeunes deviendront eux-mêmes de nouvelles victimes de la guerre.

Une fois de plus, le peuple ukrainien est victime de son propre gouvernement – des décisions irrationnelles du régime et de son idéologie néonazie anti-russe. Seule une victoire militaire totale de la Russie peut mettre fin à cette situation une fois pour toutes et rendre la liberté au peuple ukrainien.

Lucas Leiroz de Almeida

FRANCE ÇA SENT MAI 68?

Par Germán Gorraiz López
Mondialisation.ca, 03 octobre 2026

Les mobilisations étudiantes en France ont débuté en raison de carences concrètes dans les établissements d'enseignement et se sont intensifiées face aux projets de réduction des dépenses publiques pour le budget 2027 ; près de 2000 jeunes ont été interpellés ces derniers jours. L'exécutif prévoit ainsi un plan d'économies massif de 54 milliards d'euros ainsi que le gel de l'indice salarial des fonctionnaires, alors que des syndicats comme la CGT dénoncent le fait que les salaires de la fonction publique n'ont augmenté que de 5% depuis 2017, contre une inflation cumulée avoisinant les 24% ; une grève générale paralysant le pays n'est pas à exclure.

Un nouveau Mai 68 ? Dans son livre *Le Loup des steppes* (Der Steppenwolf, 1927), Hermann Hesse dépeint le sentiment d'angoisse, de désespoir et de désarroi qui s'est emparé de la société européenne durant l'entre-deux-guerres ; il livre une analyse lucide de la folie d'une époque où l'ancien monde agonise sans que le nouveau ne soit encore né. Dans cette œuvre, il critique avec véhémence la société bourgeoise – « la décadence de la civilisation » –, cette dictature invisible qui anéantit les idéaux de l'individu originel pour le transformer en un être dépourvu d'esprit critique, craintif et conformiste ; anesthésié par une consommation compulsive de biens matériels, celui-ci finit inéluctablement par grossir les rangs d'une société homogène, uniforme et aisément manipulable.

Ainsi, Hesse définit le bourgeois comme

« une personne qui cherche toujours à se placer au centre, entre les extrêmes, dans une zone tempérée et agréable, à l'abri des tempêtes et des orages violents. Par conséquent, c'est par nature une créature à la vitalité faible, craintive, redoutant de se livrer elle-même et facile à gouverner. C'est pourquoi elle a substitué le régime de la majorité au pouvoir, la loi à la force et le système de vote à la responsabilité. Il est évident que cet être faible et peureux, bien qu'existant en nombre considérable, ne peut se maintenir seul et, compte tenu de ses qualités, ne saurait jouer dans le monde d'autre rôle que celui d'un troupeau de moutons au milieu de loups errants... ».

Ces réflexions sont toujours valables près d'un siècle plus tard, puisque l'entrée en récession des économies européennes en 2027 mettra en œuvre le stigmate de l'incertitude et de l'incrédulité dans une société immergée dans la culture de l'État-providence du monde occidental et conduira ensuite à un choc traumatisant lors du passage vertigineux des niveaux de bien-être à la dure réalité de la perte d'emploi et des expulsions qui en découlent, de l'immersion dans les seuils de pauvreté et de la dépendance exclusive aux aides sociales, donc un processus de catharsis et de métanoïa collective ultérieure semble inévitable. Le terme « métanoïa » (du grec metanoien) désignerait « une figure de rhétorique consistant à se rétracter sur une affirmation précédente pour la corriger et l'adapter à un nouveau contexte » ; transposé à la conjoncture socio-économique actuelle, cela se traduirait par « transformer son esprit pour adopter une nouvelle façon de penser – avec des idées inédites, de nouvelles connaissances et une attitude totalement nouvelle – face à l'émer-

gence de ce nouveau scénario socio-économique ».

Cela implique une double connotation : un mouvement physique (revenir sur ses pas) et un mouvement psychologique (un changement de mentalité, après avoir rejeté les vieux stéréotypes économiques en vigueur au cours de la dernière décennie). Il en résultera, comme effet bénéfique, la libération de la part indomptée de l'individu originel – le « loup des steppes » – qui était restée tapie au plus profond du cœur, anesthésiée et opprimée par la tyrannie de la manipulation consumériste propre à la société bourgeoise occidentale.

Par conséquent, nous assisterons en Europe à l'émergence d'un nouvel individu, fort d'une conscience critique solide et porté par des valeurs tombées en désuétude – telles que la solidarité et l'indignation collective face à la corruption et à l'injustice ambiantes. Sous le mot d'ordre « il est interdit d'interdire », il déclenchera un raz-de-marée populaire pour dénoncer le déficit démocratique, social et éthique de l'élite dominante actuelle. Il instaurera également un chaos constructif capable de dissiper l'opiacé inhibiteur de la conscience critique (le consumérisme compulsif) et provoquera la métanoïa nécessaire à la naissance d'un individu prêt à transgresser les normes et les lois imposées par la « monarchie des ténèbres ». On ne saurait exclure, à l'horizon de la prochaine décennie, une réédition de Mai 68, l'effondrement du château de cartes mercantiliste de l'Union européenne actuelle, un retour à des compartiments économiques étanches et, enfin, la reconfiguration cartographique d'une nouvelle Europe des peuples.

Germán Gorraiz López, analyste politique

Escales sur le

Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE SERVITEUR QUI VENDIT

LA TERRE DE SON MAÎTRE

Dans un village agricole tranquille, un riche propriétaire vieillissant laissa ses champs sous la garde d'un serviteur de confiance nommé Oko. Le maître voyageait souvent, convaincu que la terre qu'il aimait était entre de bonnes mains.

Avant de partir pour un long voyage, il dit :

– « Garde bien la terre. Elle nourrit beaucoup de bouches, pas seulement la mienne. »

Au début, Oko travailla honnêtement. Il supervisait les plantations, payait les ouvriers et stockait les récoltes dans le grenier. Mais après deux saisons de faibles pluies, les champs produisirent moins que prévu. Au lieu de dire la vérité, Oko craignit la déception du maître.

Un soir, des étrangers d'un village lointain l'approchèrent avec une offre. Ils souhaitaient cultiver une partie de la terre et promirent à Oko un paiement privé s'il leur permettait de l'utiliser à l'insu du maître. La cupidité parla plus fort que la loyauté. Oko accepta.

Pour cacher ses actes, il envoya des lettres au maître prétendant que les inondations et les parasites avaient détruit les récoltes. Pendant ce temps, les étrangers récoltaient abondamment sur le sol fertile et payaient Oko en secret.

Des mois passèrent. Les villageois devinrent suspicieux. Ils virent des gens inconnus travailler les champs du maître à l'aube et partir avant le coucher du soleil. Les rumeurs voyagèrent plus vite que le vent d'harmattan.

Quand le maître revint enfin, il trouva une partie de sa terre divisée et plantée de cultures qu'il n'avait jamais approuvées. Le grenier était presque vide malgré les signes de



récolte récente. Confus et troublé, il appela les anciens du village pour enquêter.

Sous interrogatoire, les étrangers avouèrent qu'ils avaient payé Oko pour la permission de cultiver la terre. Oko tenta de se défendre, accusant la sécheresse et les difficultés. Mais les lettres qu'il avait écrites et les paiements qu'il avait reçus furent apportés comme preuves.

Le maître ne cria pas. Son silence était plus lourd que la colère.

– « Tu n'as pas seulement vendu ma terre, dit-il lentement. Tu as vendu ma confiance. »

Oko fut renvoyé de son service et dut rembourser ce qu'il avait pris en travaillant dans les fermes publiques du village pendant de nombreuses années. Le propriétaire plaça alors les champs sous la garde de plusieurs fermiers au lieu d'un seul, afin que l'honnêteté pousse là où le secret avait vécu autrefois. À partir de ce jour, les villageois se souvinrent que la terre pouvait se remettre de la sécheresse, mais que la confiance, une fois brisée, mettait beaucoup plus longtemps à repousser.

LEÇON DE MORALE :

Être gardien est une responsabilité, pas une occasion de gain personnel. Quand un intendant abuse du pouvoir qui lui est confié et cache la vérité derrière des excuses, comme Oko prétendant que la récolte avait échoué, on perd à la fois le bien et la confiance. La malhonnêteté dans une petite autorité mène souvent à une grande disgrâce quand elle est exposée.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Ouest, le 4 octobre 2026

UNE PENSÉE POUR

FAOUZI SAICHI



Décédé le 29 septembre 2025 à l'âge de 74 ans.

Connu du grand public sous le surnom Rmizez, hérité du personnage éponyme qu'il incarne dans le film musical Les Aventures de Rmizez de Djamel Bendeddouche (1986), Saichi marque plusieurs générations d'artistes et de spectateurs.

Né le 9 avril 1951, le comédien-acteur Faouzi Saichi dit Rmizez se lance dans l'aventure du cinéma en 1974 en campant son premier rôle de comédien dans « Leïla et les autres », un film de Sid Ali Mazif.

Son rôle dans le film « Un toit, une famille », de Rabah Laradji lui a valu le prix de la meilleure interprétation masculine en 1982 au Festival de Carthage (Tunisie).

En 42 ans de carrière, il a campé des rôles dans une vingtaine de films dont le dernier, « Mista », sans oublier une quinzaine de productions dont "Les folles années du Twist" (1986) et "De Hollywood à Tamanrasset (1991) et "Beur blanc rouge" (2006) de Mahmoud Zemmouri ou encore Machahu en kabyle. Grande figure du cinéma algérien, il s'est notamment distingué par son application et son sens de responsabilité dans son travail ainsi que la polyvalence de son jeu.

Pour rappel, l'artiste Faouzi Saichi a côtoyé une cinquantaine de réalisateurs. Paix à son âme.

Publié par A.Hammouche sur Facebook, dans le Journal des artistes, le 30 septembre 2026

HOMMAGE À UN ARTISTE ÉMÉRITE...

Décédé le 5 octobre 1981 à Paris alors qu'il s'apprêtait à tourner dans le film Le Cadavre du domaine...

Aujourd'hui, nos cœurs se tournent avec émotion vers la mémoire de l'immense Inspecteur Tahar, dont la disparition a laissé un grand vide dans le cœur des Algériens.

Il nous a fait rire, sourire et rêver, mais surtout, il nous a offert une part de lui-même à travers un art sincère et inoubliable. Les années passent, les générations changent, mais certains artistes refusent de disparaître... parce qu'ils continuent de vivre dans nos souvenirs...Hadj Abderrahmane alias L'inspecteur Tahar n'est pas seulement un acteur ou un comédien, il est un véritable phénomène du cinéma et du théâtre. Peut-on d'ailleurs parler de cinéma ou de théâtre algériens sans citer l'inspecteur Tahar? Même s'il est mort alors qu'il n'avait à peine que 41 ans, précisément le 4 octobre 1981, l'inspecteur Tahar a réussi à léguer à notre culture une oeuvre exceptionnelle sans oublier qu'il a campé le premier rôle dans l'un des meilleurs films algériens de tous les temps, à savoir Les vacances de l'inspecteur Tahar. Hadj Abderrahmane a vu le jour au Télémly dans la capitale le 12 octobre 1940. La famille de Hadj Abderrahmane est originaire de Tahir, dans la wilaya de Jijel. Il passe une enfance et une adolescence très difficile à El Harrach. Hadj Abderrahmane entre à la RTA dès l'indépendance de l'Algérie. Il est d'abord opérateur technique et caméraman, avant de se lancer dans les aventures de l'inspecteur Tahar, personnage moyen à la naïveté vicieuse, qu'il incarne dans plusieurs films. Héritier de Rachid Ksentini, de Mohamed Touri ou de Don Quichotte, plein de ressources et d'audace, Hadj Abderrahmane fait du théâtre avec Allel El Mouhib qui est son professeur. C'est ainsi qu'il joue le moine dans la pièce Monserrat d'Emmanuel Roblès. Il incarne aussi le curé dans les Fusils de la mère Carare...

Sa vie sociale, son enfance, sa nature,



ses sentiments les plus profonds le portent sur le drame mais le public en décide autrement et l'oriente, bon gré mal gré[non neutre], vers le « comique corrosif ». C'est ainsi que ses aventures avec son complice Yahia Benmabrouk (alias l'Apprenti), du Théâtre national algérien (TNA), commencent en 1967 avec L'Inspecteur mène l'enquête réalisé par Moussa Haddad, avec lequel il fait longtemps tandem. Populaire par excellence, avec ses sketches en compagnie de Yahia Benmabrouk, il a aussi sillonné le pays, sans compter les directs à la télévision. Paix à son âme.

Publié par A.Hammouche sur Facebook, dans le Journal des artistes, le 5 octobre 2026



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA INSTALLE LE NOUVEAU COMMANDANT DE LA 1^{RE} RÉGION MILITAIRE

Au nom du président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, lundi, la cérémonie officielle d'installation du nouveau commandant de la 1ère Région militaire, le Général-Major Noureddine Haddad, en remplacement du Général-Major Ali Sidane.

«Au Nom de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale et conformément au décret présidentiel du 1er octobre 2026, j'installe officiellement le Général-Major HADDAD Noureddine, dans les fonctions de Commandant de la 1ère Région Militaire, en remplacement du Général-Major SIDANE Ali.

A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois républicaines en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution».

Monsieur le Général d'Armée a présidé, par la suite, la cérémonie de passation du drapeau national.

Après la signature du procès-verbal de passation de pouvoir, Monsieur le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels du Commandement de la 1ère Région Militaire, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à toutes les unités de la Région, dans laquelle il a souligné la nécessité de fournir davantage d'efforts dévoués tant dans le domaine de la préparation au combat, que dans la lutte antiterroriste et le crime organisé :

«Le Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire accorde un intérêt parti-



culier à la 1ère Région Militaire, compte tenu de ses spécificités par rapport aux autres Régions Militaires.

Ainsi, et afin que les efforts déployés au sein de cette Région sensible soient effectivement fructueux et se traduisent concrètement sur le terrain, il vous appartient d'accorder toute l'attention et l'intérêt nécessaires à la

poursuite de l'effort de préparation du corps de bataille, pour assurer une disponibilité permanente à même de faire face à toute éventualité et une adaptation optimale aux diverses circonstances et évolutions.

Aussi, il est impératif de poursuivre, avec persévérance et efficacité, les efforts de lutte contre le terrorisme, le narcotrafic et les

crimes connexes, contribuant ainsi à consolider la sécurité et la stabilité dans l'ensemble du territoire de cette importante Région».

Monsieur le Général d'Armée a salué, à cette occasion, les résultats probants réalisés au niveau du territoire de la Région dans la lutte contre les résidus terroristes, à travers des opérations de qualités ayant permis d'éliminer de nombreux criminels :

«Dans ce contexte, je tiens à saluer les résultats positifs obtenus dans la lutte contre les résidus terroristes, grâce à des opérations de qualité ayant permis d'éliminer de nombreux criminels, de mettre en déroute ces groupuscules égarés, traîtres à la nation et de mettre en échec leurs desseins ignobles, visant à porter atteinte à la sécurité des citoyens.»

A l'issue de la rencontre, Monsieur le Général d'Armée a écouté les interventions et préoccupations des cadres et personnels de la 1ère Région Militaire.

En marge de la cérémonie d'installation, Monsieur le Général d'Armée, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire a inauguré l'hôtel des cadres de la Région, où il a visité ses infrastructures et équipements.

RA

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

REKKACHE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DU FMI

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, lundi au siège de l'Agence, une délégation du Fonds monétaire international (FMI), en visite en Algérie, avec laquelle il a passé en revue les évolutions enregistrées en matière d'amélioration du climat des affaires, indique un communiqué de l'Agence.

La rencontre, qui s'est déroulée en présence d'un représentant de la Banque d'Algérie et de cadres de l'Agence, a permis de passer en revue les principales évolutions qu'a connues le système d'investissement en Algérie, ainsi que les efforts déployés pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité de l'économie nationale pour l'investissement, notamment à travers la simplification des procédures, l'amélioration de l'accompagnement des investisseurs, outre le renforcement de la transparence et de la clarté du cadre régissant l'investissement, précise-t-on de même source.

Le rôle de l'AAPI dans l'accompagnement

des investisseurs et la facilitation de la concrétisation de leurs projets a été abordé à cette occasion, outre la dynamique que connaissent les investissements nationaux et étrangers en Algérie et les perspectives de leur développement, au service des objectifs de diversification économique, de création de valeur et d'opportunités d'emplois, lit-on dans le communiqué. Les deux parties ont échangé les vues sur les voies à même de poursuivre l'amélioration de l'environnement de l'investissement, de renforcer la confiance des investisseurs, d'appuyer la compétitivité de l'économie nationale et son intégration dans les chaînes de valeur régionales et internationales. Au terme de la rencontre, l'accent a été mis sur l'importance de poursuivre le dialogue et l'échange d'expertises sur les questions liées à l'investissement et au climat des affaires, de manière à contribuer aux efforts de réforme et à renforcer l'attractivité de l'Algérie en tant que destination d'investissement, conclut le communiqué.

RE

ENVIRONNEMENT

KRIKOU REÇOIT LES REPRÉSENTANTES DE LA FAO ET DU PNUD EN ALGÉRIE

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a reçu, lundi, la Représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Algérie, Irina Kouplevatskaya-Buttoud, et la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn, avec lesquelles elle a examiné les moyens de renforcer la coopération dans les domaines liés à l'environnement et au développement durable.

La rencontre avec la Représentante de la FAO, tenue au siège du ministère, a porté sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes et projets conclus dans le cadre de la coopération entre le secteur et l'Organisation, et les perspectives de renforcement de cette coopération, notamment au regard des défis liés au changement cli-

matique et de ses répercussions sur les écosystèmes, les ressources naturelles et la biodiversité, précise le communiqué du ministère.

Avec la Représentante résidente du PNUD, la ministre a examiné les perspectives de renforcement de la coopération avec le Programme, notamment après le dépôt par l'Algérie de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) et de sa Stratégie nationale en matière de diversité biologique auprès des conventions des Nations unies.

Les deux parties ont également échangé les vues sur les moyens de renforcer l'action commune, notamment face aux défis liés au changement climatique et dans la préservation de la biodiversité et la promotion de l'économie circulaire, conclut le communiqué.

RE

ALGÉRIE-ESPAGNE

SIGNATURE DE DEUX ACCORDS DE COOPÉRATION DANS LA FILIÈRE DES VIANDES ROUGES

Deux accords de coopération dans la filière des viandes rouges, ont été signés, lundi à Alger, entre des organismes algériens et espagnols, en marge d'une rencontre bilatérale sous le thème "Unir les marchés, renforcer le secteur".

Le premier accord a été signé entre l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) et les organisations interprofessionnelles espagnoles INTEROVIC et PROVACUNO, et le deuxième entre ces dernières et le Syndicat national des importateurs de viandes rouges.

A cette occasion, le Président directeur général d'ALVIAR (filiale du groupe AGROLOG), Mohamed Rezgui, a affirmé que la convention-cadre qui vient d'être signée avec les deux organismes espa-

gnols vise notamment à favoriser l'échange d'informations et d'expériences, l'amélioration des races animales ainsi que la coopération dans le domaine logistique.

Par ailleurs, concernant les préparatifs pour le mois de Ramadhan, le même responsable a fait savoir que le groupe AGROLOG prend, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en coordination avec le ministère du Commerce, toutes les dispositions nécessaires pour répondre à la demande durant le mois sacré.

Pour sa part, le porte-parole du Syndicat national des importateurs algériens de viandes rouges, Sofiane Bahbou, a in-

diqué que les préparatifs pour le mois du Ramadhan étaient engagés près de six mois à l'avance,

soulignant que "toutes les quantités nécessaires seront importées" afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement.

Il a également souligné que le partenariat avec les opérateurs espagnols devrait favoriser leur implantation en Algérie, notamment dans la modernisation des abattoirs et le développement de l'élevage intensif dans le Sud, à travers l'apport de technologies et de savoir-faire.

De son côté, l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, M. Ramiro Fernandez Bachiller, a exprimé la volonté de son pays, premier fournisseur de viandes

rouges de l'Algérie, d'aller au-delà des échanges commerciaux pour développer une coopération bilatérale durable dans le secteur de l'élevage.

La conseillère économique et commerciale de l'ambassade, Cristina E. Olazabal Valiente, a rappelé pour sa part que l'Algérie constituait la première destination hors Union européenne des exportations espagnoles de viande bovine.

La rencontre s'est clôturée par des rencontres B2B entre les opérateurs économiques algériens et espagnols, consacrées à l'examen des opportunités de coopération et de partenariat dans la filière des viandes rouges.

RE